



Evaluation de l'aide humanitaire en Haïti
sous l'angle de la résilience

Tulane University's Disaster
Resilience Leadership Academy

In Collaboration with

Université d'Etat d'Haïti



Université d'Etat d'Haïti





CONTENTS

Résumé exécutif	5
Remerciements	6
Abréviations	7
1ère Partie – Introduction	9
2ème Partie – Méthodologie de l'évaluation	11
A. Mobilisation des acteurs	11
B. Base de données des connaissances utiles à l'évaluation	11
C. Consultations des observateurs essentiels (ménages et communautés)	12
D. Données qualitatives, groupes témoins	13
E. Evaluation des flux de ressources	13
3ème Partie – Structures de résilience	15
A. Arrière-plan et définition	15
B. Evaluation des structures de résilience par la DRLA & l'UEH	17
4ème Partie – Aperçu général des critères de résilience	19
A. Critères de résilience dans les zones directement affectées par le séisme	21
B. Critère : niveau de ressources	21
C. Critère : endettement et emprunts	23
D. Critère : comportements face à la crise	25
E. Critère : capital humain	25
F. Critère : protection et sécurité	26
G. Critère : réseaux communautaires	27
H. Critère : santé psycho-sociale	29
Section 5 - Humanitarian Assistance and Resilience Outcomes	31
A. Aperçu des mécanismes de coordination	31
B. Aperçu des mécanismes de financement	31
C. Aperçu des principaux destinataires du financement	33
5.1. Perceptions de l'aide humanitaire	35
A. Réponse des acteurs humanitaires suite au séisme : la perception des Haïtiens	35
B. Accessibilité de l'aide	37
5.2. Impact de l'aide humanitaire sur les critères de résilience définis par la DRLA et l'UEH	39
A. Conclusion principale : Accessibilité de l'aide	39
B. Conclusions principales : Effets de l'aide humanitaire et du niveau de ressources sur la résilience finale	41
6ème partie – Conclusions et recommandations	43
Table de référence	46
Bibliographie	49



Résumé exécutif

Le présent rapport publie les résultats du programme d'Évaluation de l'Assistance Humanitaire en Haïti suite au séisme du 12 janvier 2010, dirigé conjointement par la Disaster Resilience Leadership Academy de l'Université de Tulane en partenariat avec l'Université d'État d'Haïti. Le projet a bénéficié du soutien financier de la Fondation Bill & Melinda Gates.

Nous avons élaboré et mis en place un processus de recherches dynamique, qui a permis à notre équipe d'analystes d'examiner les thèmes de la résilience et de l'aide humanitaire sous l'impulsion de nos partenaires haïtiens, et dans le contexte d'un débat animé par des groupes de travail qui réunissaient des participants locaux issus des communautés affectées. Guidée par ces discussions, notre équipe d'analystes a pu développer un schéma de résilience qui conjugue 7 critères de résilience (niveau de ressources, endettement et crédit, comportements d'adaptation, capital humain, réseaux communautaires, protection/sécurité, ainsi que santé psycho-sociale). Nous avons eu recours à des données primaires recueillies au moyen de plusieurs enquêtes nationales auprès des ménages ainsi que d'observateurs essentiels parmi les communautés. Notre objectif était de mesurer les corrélations entre le séisme, la résilience préalable des Haïtiens, l'accès à l'aide humanitaire, et la résilience finale. Les critères de résilience ont été évalués au niveau des ménages mais aussi des individus.

Notre évaluation a démontré que l'aide humanitaire mise en œuvre par les Haïtiens et la communauté internationale n'a pas eu d'effet bénéfique notable au regard des 7 critères de résilience : voire qu'elle a pu dans certains cas aller de pair avec des dynamiques négatives. De plus, notre analyse souligne l'impératif d'agir de concert avec les communautés affectées dès le départ, afin que les stratégies, les choix politiques, et leur mise en œuvre sur le terrain reflètent une compréhension judicieuse des mécanismes de résilience et d'adaptation locaux. Ceux-ci doivent être intégrés au cœur de chaque étape de la planification humanitaire, dès l'irruption de la déstabilisation et jusqu'au terme du processus de relèvement.

Nous espérons que le schéma de mesure de la résilience que nous avons défini et utilisé dans le cadre de la présente étude pourra stimuler la poursuite des débats concernant la résilience haïtienne, voire qu'il permettra d'affiner les stratégies d'évaluation continue dans le cadre de la reconstruction d'Haïti. Cependant, cela ne pourra passer que par l'augmentation des ressources consacrées au développement des capacités du pays dans ce domaine, afin qu'Haïti soit en mesure de développer plus avant des méthodes et mesures d'évaluation (en particulier concernant le suivi des flux de ressources tout au long des chaînes de distribution, jusqu'aux destinataires parmi les organisations et populations haïtiennes). Seule une dynamique de ce type permettra de mieux comprendre les conditions de la résilience, et de produire les informations nécessaires au développement d'une planification guidée par les données du terrain. De fait, un des obstacles principaux rencontrés par notre équipe d'évaluation réside dans le fait que les flux de ressources restent trop opaques pour permettre une information et une analyse complètes – tandis que de nombreuses organisations humanitaires hésitent à promouvoir une meilleure transparence. Le renforcement des capacités dans ce domaine permettrait aux protagonistes haïtiens des secteurs public et privé de suivre, analyser, et surtout cibler et gérer plus efficacement les efforts humanitaires et de reconstruction, afin d'améliorer la résilience du pays.

Pour conclure il est important de souligner que les observations de l'Évaluation de l'Assistance Humanitaire en Haïti reflètent les points de vue et les perceptions des Haïtiens eux-mêmes. Les recommandations que nous proposons dans les pages qui suivent ont pour objectif de suggérer au peuple et au gouvernement haïtien des pistes qui leur permettent de tisser des partenariats plus efficaces avec la communauté internationale, afin de travailler de concert vers des lendemains plus heureux – car plus résilients.

Ky Luu
Executive Director
Disaster Resilience Leadership Academy
Tulane University

Jean Vernet Henry
Recteur
Université d'État d'Haïti

Remerciements

Participants principaux

Université d'Etat d'Haïti (UEH): Nelson Sylvestre, Nora Brutus, Claud Mishell Gervé, Frédéric Gérald Chéry, Hugues Foucault, Ronald Jean-Jacques, Wesler Lindor, Lucien Maurepas.

Tulane University's Disaster Resilience Leadership Academy (DRLA): Ky Luu, Nancy Mock, Charles Figley, Doug Meffert, John Edwards, Peter Horjus, Sofia Curdumi Pendley, Michael Hornsby, Shannon Strother, Adam Papendieck

Chercheurs, étudiants et doctorants associés

Université d'Etat d'Haïti (UEH): Bernadin Amazan, Mauley Colas, Kelly Démosthène, Jean Lucius Dorisca, Ossiny Ferjuste, Gérald St Félix, Djykerson Alexandre, Edva Altemar, Maccénat André, Ben Valéry Angrand, Nogi-Clarvel Barron, Sandra Beaubrun, Marie Evens Berger, Emmanuelson Bernard, Marvel Joseph Cayard, Marie Evadie Daniel, Peterson Dérolus, Jean Lucius Dorisca, Elisabeth Fleristal, Jasmine Jocelyn, Gordy Joseph, Sawayah Joseph, Renaude Laboche, Journo Lafalaise, Mackenson Jean-Pierre Louis, Junior Ludger, Rania Maitre, Marckson Marcelin, Durocher Massé, Jacob Michel, Sandra Pierline Raphael, Jacques Francky Salomon, Jean Bruny Synal, Karty Vixamar, Nixon d'Empaire, Géralford Pierre, Rifin Augustin.

Assistants chercheurs (doctorants de la DRLA): Eric Corzine, Hilary Nicole Ervin, Victoria Lattone, and Sarah Rescoe

Assistants chercheurs (étudiants de la DRLA): Aimee Edmondo, Geoffrey Grimes, Sophie Guilbault, Mark Everett Knapp, Ben McNeil, Nicole Nakata, Crysty Skevington, Tara Pascual, Andrew Snyder, Stephanie Tavitian, Ariane Wiltse and Sarah Yancey

L'équipe d'évaluation aimerait également remercier Mme Valérie Bemo de la Fondation Bill et Melinda Gates Foundation pour son soutien.



Abréviations

ACF	Action Contre la Faim
ACP	Analyse en composantes principales
ACTED	Agency for Technical Cooperation and Development (Agence pour la coopération technique et le développement)
ANOVA	Analyse de la variance (en anglais, Analysis of Variance)
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRIC	Baseline Resilience Indicators for Communities (Indicateurs fondamentaux de la résilience des communautés)
CAP	Consolidated Appeal Process (Processus de coordination des demandes)
CARE	Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (Coopérative pour l'aide et le secours universels)
CARRI	Community and Regional Resilience Institute (Institut pour la résilience communautaire et régionale)
CCCM	Camp Coordination and Camp Management (coordination et gestion des camps)
CE	Commission Européenne
CIRH	Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti
CNSA	Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire
CSI	Coping Strategies Index (indice des stratégies d'adaptation)
DPC	Direction de la Protection Civile
DRLA	Disaster Resilience Leadership Academy de l'Université de Tulane
DROP	Disaster Resilience of Place (résilience locale face aux sinistres)
EBPS	Evaluation des besoins post-sinistre
EFGSA	Emergency Food Security Assessment (évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence)
ERF	Emergency Response Fund (Fonds de réponse en situation d'urgence)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FRH	Fonds de Reconstruction d'Haïti
FTS	Financial Tracking Service (service de suivi des flux financiers)
GEU	Gouvernement des Etats-Unis
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (système mondial pour la mitigation des sinistres et la reconstruction)
GH	Gouvernement haïtien
GHQ-12	General Health Questionnaire – 12 (questionnaire général de santé – 12)
GRS	Gestion des risques de sinistre
GT	Groupe témoin
HFHI	Habitat for Humanity International
HTG	Gourde haïtienne (en anglais, Haitian Gourde)
IASC	Inter Agency Standing Committee (Comité permanent inter-agences)
IBESR	Institut du Bien-Etre Social et de Recherches
IDP(s)	Personne(s) déplacée(s) interne(s) (en anglais : Internally Displaced Person/People)
IVE	Indice de vulnérabilité environnementale

IVEB	Indice de vulnérabilité de l'environnement bâti
IVL	Indice de vulnérabilité des littoraux
IVS	Indice de vulnérabilité sociale
MAST	Ministère des Affaires Sociales et du Travail
MDE	Ministère de l'Environnement
MDM	Médecins du Monde
MENFP	Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle
MHPSS	Cluster working group on Mental Health and Psychosocial Support (Groupe de travail coordonné sur la santé mentale et le soutien psychosocial)
MINUSTAH	Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti
Mng	Ménage
MSPP	Ministère de la Santé Publique et de la Population
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (en anglais : United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG(s)	Organisation(s) non-gouvernementale(s)
ONU	Organisation des Nations Unies
OPS	Organisation Panaméricaine de la Santé
PACSU	Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
ROC	Receiver Operating Characteristic (Caractéristique de fonctionnement du récepteur)
SC	Save the Children
SERP	Socio-Economic Resilience Profile (Profil de résilience socio-économique)
SFI	Société financière internationale
SMI	Santé maternelle et infantile
SNSSL	Système National de Surveillance Sentinelle Locale
UCAONG	Unité de Coordination des Activités des Organisations Non-Gouvernementales
UEH	Université d'Etat d'Haïti
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance (en anglais, United Nations International Children's Emergency Fund)
USAID	United States Agency for International Development (Agence des Etats-Unis pour le développement international)
USD	Dollar américain
USGS	United States Geological Survey (Agence des Etats-Unis pour les études géologiques)
VIH/SIDA	Virus d'immunodéficience humaine/syndrome d'immunodéficience acquise
WASH	Eau, assainissement et hygiène (en anglais, Water, Sanitation and Hygiene)
WBI	Personal Well-Being Index (Index de bien-être individuel)



1ère Partie – Introduction

Le tremblement de terre de 2010 en Haïti fut l'un des pires désastres naturels qui aient jamais frappé l'hémisphère occidental. Ses effets furent exacerbés par une conjonction de dégradations environnementales, de vulnérabilités sociales, et d'expériences répétées de déstabilisations en série. Comme le montre le [graphique 1](#), les ressources financières reçues par Haïti au cours de l'année qui suivit le séisme étaient sans commune mesure avec l'aide humanitaire qui lui avait été destinée par le passé. Les acteurs humanitaires incluaient des organisations multilatérales et bilatérales traditionnelles, des organisations non-gouvernementales d'envergure très variable, voire des individus issus du monde entier – dont certains se rendirent en Haïti, alors que d'autres agissaient à distance, en exploitant l'univers digital, y compris les nouveaux médias. L'influx massif de ressources en Haïti épaula les efforts immédiats visant à sauver le plus de vies possible. Mais en outre, il présentait une occasion de traiter certaines vulnérabilités du pays – pauvreté chronique, dégradations environnementales, densité de la population, urbanisation accélérée – en soutenant des programmes qui amélioreraient la capacité et la résilience de la population et des organisations haïtiennes.

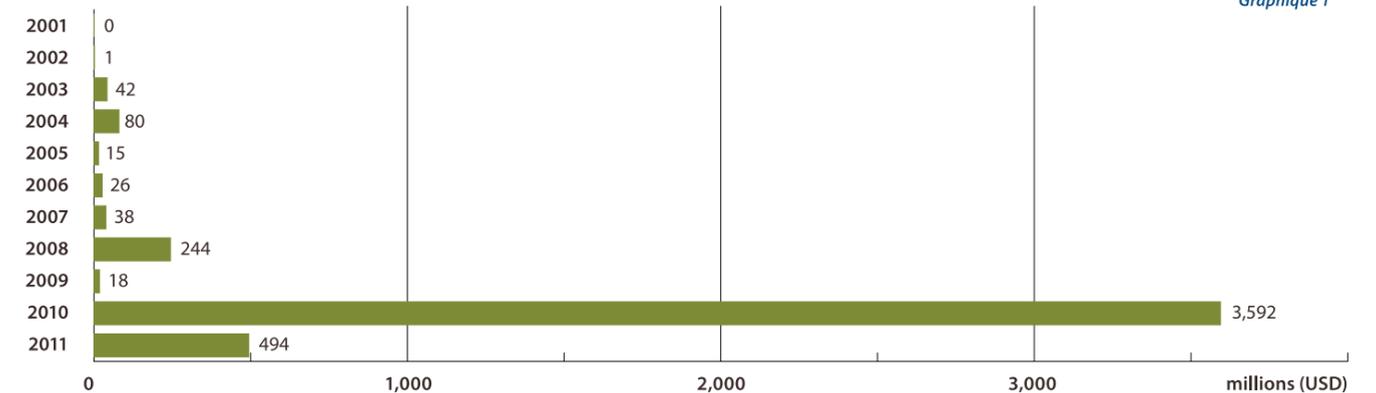
Basée à la Nouvelle-Orléans, en Louisiane, la Disaster Resilience Leadership Academy de l'Université de Tulane a elle-même traversé des désastres majeurs; de ce fait, elle a pu observer, subir, mais aussi analyser les problèmes qui peuvent se poser lorsque l'aide humanitaire est dictée par l'offre plutôt que la demande d'aide, et dirigée par des acteurs extérieurs. En Haïti, en Louisiane, et dans tout autre théâtre qui affronte des désastres naturels ou technologiques, l'aide humanitaire ne peut être efficace que si elle se fixe deux objectifs : dans l'immédiat, prévenir encore davantage de morts et de souffrance ; et, à plus long

terme, améliorer la capacité des communautés locales à répondre à toute future déstabilisation.

Avec la volonté de promouvoir cette vision de l'aide humanitaire, la DRLA, en partenariat avec l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), a dirigé l'Évaluation de l'Assistance Humanitaire en Haïti (HHAE : Haiti Humanitarian Assistance Evaluation). Cette initiative a pour objet de proposer un schéma permettant d'analyser les conditions de résilience, et les effets de l'aide humanitaire sur la résilience finale. Notre évaluation est par nature composite – elle adopte une stratégie de recherches reposant sur diverses méthodes ; elle exploite les données et analyses existantes dans les sources secondaires, ainsi que la collection de données primaires. Ces dernières incluent les résultats de consultations de ménages, les données recueillies auprès d'observateurs essentiels au sein des communautés, et les données qualitatives produites par des groupes témoins.

Le présent rapport présente d'abord la méthodologie suivie lors de la collecte de données, ainsi que le schéma de résilience et les critères de mesure utilisés pour évaluer la résilience des ménages. Dans un deuxième temps, le rapport propose une description détaillée des sept critères de résilience élaborés par la DRLA et l'UEH. Après avoir défini et analysé ces critères, le rapport évalue la perception des ménages haïtiens vis-à-vis de l'aide humanitaire, et les effets de cette aide sur chacun des critères. Pour conclure, le rapport avance des recommandations qui visent à améliorer la planification de la reconstruction en Haïti ; à préparer de futures évaluations de l'aide humanitaire ; et à suggérer des pistes de recherche et des mécanismes de suivi.

Haiti: Financement humanitaire total



Graphique 1

Bibliothèque virtuelle Haiti Evaluation Knowledge Center



2ème Partie-Méthodologie de l'évaluation

La présente étude a eu recours à diverses méthodes et techniques de recherches¹. Le processus de recherches est resté dynamique, ce qui a permis à notre équipe d'examiner le thème de la résilience et de l'aide humanitaire en collaboration étroite avec les protagonistes haïtiens et les communautés haïtiennes affectées par le séisme. Une approche cruciale pour notre évaluation a résidé dans l'organisation de tables-rondes de protagonistes, qui ont contribué à identifier les critères et les thèmes de recherches. Nous avons systématiquement testé nos hypothèses pour évaluer le rapport entre la réception de l'aide humanitaire et la résilience finale.

A. Mobilisation des acteurs

UL'UEH et la DRLA ont organisé quatre tables-rondes qui ont pris part à la formulation et à la réalisation de notre évaluation. Les objectifs de ces tables-rondes étaient de présenter le projet aux acteurs ; d'échanger les points de vue concernant l'aide humanitaire ; de développer des définitions de la résilience en Haïti ; de créer des mécanismes de consultation exhaustifs permettant de traiter et de mesurer la résilience ; et enfin de formuler une série de recommandations concernant la façon dont l'assistance humanitaire peut avoir des effets positifs sur la résilience finale en Haïti et ailleurs. Ces tables-rondes réunissaient des représentants du Gouvernement d'Haïti, de la société civile haïtienne, des ONGs locales et internationales, des Nations Unies, du mouvement de la Croix-Rouge, de la communauté des donateurs, des universités, et de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH).

Parmi leurs résultats les plus notables, ces tables-rondes de protagonistes ont permis d'affiner la définition de la résilience, et de l'adapter au contexte haïtien ; d'identifier des séries de thèmes cruciaux qui reflètent les différents aspects de la résilience ; d'identifier et de développer des critères et des catégories essentiels, que nous allions mettre à l'épreuve lors de la collecte de données primaires ; de démontrer l'importance du suivi des flux d'aide humanitaire ; et de mettre en lumière le rôle fondamental de la participation des protagonistes et bénéficiaires haïtiens dans la réussite des projets d'Assistance Humanitaire.

Au cours des tables-rondes, les participants ont mis l'accent sur des points critiques qui avaient eu un effet direct sur la résilience haïtienne lors du processus de reconstruction. Nous incluons des citations pour souligner les arguments avancés.

« L'économie du sinistre »

Suite au séisme, nombre d'ONGs et d'agences internationales firent irruption en Haïti : et ce faisant se substituèrent aux acteurs haïtiens. Il était difficile pour les organisations locales de soutenir la compétition avec des organisations internationales de grande taille, et disposant d'immenses ressources ; elles se retrouvèrent ainsi « exclues » de l'effort de réponse.

« Notre seul besoin est d'accéder à l'information. Est-ce trop demander ? »

La communauté d'intervenants internationaux en charge de l'aide humanitaire ne fournit que très peu d'informations – voire aucune – aux ONGs locales, à la société civile, et même aux personnes et communautés affectées en Haïti.

« Les Haïtiens savent ce dont ils ont besoin. »

Il aurait fallu que les responsables et réseaux locaux restent inclus dans l'effort de réponse. Leurs connaissances et leur compréhension de la culture haïtienne leur auraient permis de suggérer les meilleurs moyens de rebondir suite au séisme.

« Il est temps d'inclure les haïtiens dans la reconstruction de leur pays. »

« L'aide qui est arrivée immédiatement après le séisme était appréciable, mais les haïtiens se trouvaient en première ligne de la réponse, et ont été négligés. »

« De nombreux haïtiens qui avaient pris refuge dans les provinces n'ont trouvé que le néant à leur retour. »

Un objectif prioritaire de nos tables-rondes fut d'affiner l'identification des indicateurs et des données dont nous aurions besoin pour mener à bien notre programme. Certains des indicateurs que nous avons identifiés parmi les méthodes de sondage restent conventionnels, mais d'autres sont innovants ou spécifiquement adaptés à l'environnement haïtien. Par exemple :

- Stratégies d'adaptation concernant l'emploi de l'épargne et la diversification des sources de revenu
- Création de nouvelles activités économiques
- Niveaux de stress psychologique
- Recours aux mécanismes sociaux/communautaires, au-delà des programmes d'assistance psychosociale, pour gérer le stress

La prise en compte de la perspective des protagonistes lors de toutes les étapes de l'Évaluation de l'aide humanitaire en Haïti nous a permis de garder continuellement à l'esprit les questions suivantes : Que signifie la résilience pour les communautés affectées par un sinistre ? Comment définir et mesurer la résilience ? Comment l'aide humanitaire peut-elle devenir plus performante pour renforcer la résilience des ménages et des communautés ?

B. Base de données des connaissances utiles à l'évaluation

Notre programme de recherches devait inclure une étude de la littérature, et nos tables-rondes ont confirmé qu'il serait utile de créer une bibliothèque virtuelle regroupant les documents utiles, avec une organisation facile d'emploi. Ceci nous a conduit à développer une base de données des connaissances utiles à l'évaluation (Evaluation Knowledge Center). Il s'agit de la source d'informations la plus complète concernant les suites du séisme. Elle est accessible à tous les

c.f. Figure 1

Bibliothèque virtuelle Haiti Evaluation Knowledge Center



Base de données de l'Haiti Humanitarian Assistance Evaluation – www.drlatulane.org

protagonistes engagés dans l'effort de secours et de reconstruction en Haïti. Nous avons consulté plus de 700 documents produits suite au tremblement de terre, et nous avons élaboré, pour la présente étude, une base de données incluant plus de 350 rapports essentiels et autres analyses, mis en code et analysés dans le cadre de nos travaux préparatoires. Après une analyse structurelle initiale en janvier 2011, nous avons conduit une deuxième phase d'analyse plus près de la finalisation du rapport, afin d'en nourrir les analyses finales. (c.f. Figure 1)

La base de données des connaissances utiles inclut des documents collectés jusqu'en janvier 2012 ; elle est accessible au public. Notre équipe d'évaluation est convaincue que le processus d'apprentissage suscité par le séisme et ses suites va se poursuivre, et nous nous proposons de maintenir la base de données à jour dans la perspective de sa future utilisation. (c.f. Figure 2)

En janvier 2011, reflétant les données initialement recueillies et mises en code dans le cadre de la base des documents utiles de la Evaluation de l'aide humanitaire en Haïti, l'équipe de la DRLA/UEH a produit un rapport qui fait le point sur nos connaissances concernant les interventions humanitaires, afin d'informer la collection de données et les analyses de futurs projets de recherches.

Ce traitement initial a produit d'importantes conclusions, parmi lesquelles :

- Parmi les 94 documents initialement consultés, 31 avaient apparemment eu recours à la participation d'acteurs locaux afin de réunir des données concernant les circonstances de l'après-séisme. Nous estimons que seuls 12 documents ne présentaient aucun signe de l'emploi de telles méthodes dans leurs conclusions et recommandations.
- Près de la moitié des évaluations traitées à ce stade insistaient sur l'importance de mieux inclure responsables haïtiens, ONGs locales, et autres organisations haïtiennes dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'aide.
- Un grand nombre de documents suggéraient de mobiliser en priorité les communautés locales, et d'assurer la participation du secteur privé haïtien afin de tirer tout le bénéfice des systèmes, des structures, et des professionnels du pays.
- Seuls six rapports abordaient la question des effets psychosociaux du séisme.
- Parmi les documents publiés au cours de l'année qui suivit le tremblement de terre, seuls 10 contenaient des données quantitatives décrivant les probabilités des circonstances des ménages ou des individus. De plus, les rapports en question ne traitaient que des zones spécifiques et restreintes. Pour la plus grande partie du pays, aucune donnée nouvelle de ce type n'avait été produite pendant les douze mois écoulés depuis le désastre.

La seconde analyse documentaire que nous avons conduite avant de parachever notre rapport n'a pas révélé de changements notables, que ce soit concernant les caractéristiques de la littérature, ou l'état des données qui permettent de mesurer l'efficacité et l'impact de l'assistance humanitaire.

C. Consultations des observateurs essentiels (ménages et communautés)

Guidés par les leçons de notre analyse de la littérature et des sources, ainsi que par nos tables-rondes, nous avons recueilli des données primaires visant à compléter

les données disponibles par ailleurs. Nous avons ainsi mené à bien une évaluation nationale des ménages en partenariat avec la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA)². Cette étude apportait un complément d'information à l'évaluation nationale de la sécurité alimentaire conduite par la CNSA, en mesurant de surcroît les critères de la résilience des ménages, et en reflétant la perception des ménages vis-à-vis de l'aide humanitaire et de ses effets. Les données recueillies de la part d'observateurs essentiels au sein des communautés concernaient en particulier l'accessibilité des services, et la gestion de l'assistance humanitaire au niveau communautaire.

Nous avons élaboré notre technique de sondage en partenariat avec la CNSA, afin de permettre une comparaison entre les résidents et non-résidents des camps, dans les zones affectées ou indemnes. L'étude incluait diverses mesures des critères de résilience : en particulier, des indicateurs reflétant le niveau de bien-être et de stress psychosocial, des informations détaillées concernant les réseaux communautaires/capital social, et le niveau de contact avec l'aide humanitaire.

Parmi les catégories essentielles de l'étude, on notera :

- **Zones directement affectées:** Cette catégorie inclut les ménages qui, au moment de l'étude, vivaient dans les zones directement affectées par le séisme, en particulier les communes de Port-au-Prince, Croix-des-Bouquets, Cité Soleil, Tabarre, Delmas, Pétienville, Carrefour, Gressier, Léogâne, Jacmel, Grand Goàve et Petit Goàve. n. 4 Le Rapport officiel sur la Sécurité Alimentaire sera publié par la CNSA début 2012.
- **Camps:** Le terme désigne les ménages qui vivaient dans des camps de personnes déplacées lors de notre évaluation. Nous avons utilisé la liste la plus à jour publiée par le cluster en charge de la coordination et gestion des camps (CCCM). Tous les camps se situaient dans les zones directement affectées.
- **Hors camp mais directement affectés:** Cette catégorie rassemble les ménages qui vivaient dans les zones directement affectées, mais hors des camps de personnes déplacées, au moment de l'étude.
- **Zone métropolitaine de Port-au-Prince:** Elle inclut les ménages résidant dans les zones urbaines (telles que définies par le recensement de 2003) de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince (au-delà de la seule commune de Port-au-Prince). L'ensemble de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince se situe dans la zone directement affectée.
- **Autres zones urbaines:** Cette catégorie comprend les ménages (directement affectés ou pas) qui au moment de l'étude vivaient en zone urbaine (selon la définition du recensement de 2003) à l'exception de la zone métropolitaine de Port-au-Prince
- **Zones non directement affectées:** Elles incluent les ménages qui résidaient dans l'ensemble du pays autre que les zones directement affectées (telles que définies ci-dessus).

L'analyse de notre Evaluation de l'aide humanitaire en Haïti a comparé les mesures quantitatives de la résilience de ces diverses catégories afin d'étudier la corrélation entre le lieu de résidence et les caractéristiques de la résilience.

D. Données qualitatives, groupes témoins

Nos travaux qualitatifs concernant les groupes témoins (GTs) ont eu pour objectif d'identifier les obstacles à la reconstruction que rencontrent les communautés et les ménages affectés par le séisme, ainsi que les caractéristiques de leur résilience, et le rôle qu'a joué l'aide humanitaire dans leur dynamique de reconstruction. Nous avons mis en place quarante groupes témoins dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, Léogâne et Petit-Goàve. Ces groupes étaient définis par lieu et par sexe ; ils comprenaient 20 groupes de femmes et 20 groupes d'hommes. Dix-huit des groupes témoins étaient situés dans des camps de personnes déplacées.

Les thèmes abordés lors des discussions des groupes témoins incluaient: (1) L'impact du séisme sur les ménages et les communautés, (2) comment l'aide humanitaire avait affecté les ménages, (3) dans quelle mesure les résidents des communautés contribuaient (ou avaient contribué) aux décisions concernant les modalités et la distribution de l'aide humanitaire, (4) comment les ménages se proposaient d'affronter de futures déstabilisations, et (5) quelles formes de soutien les membres des ménages avaient pu recevoir de la part d'autres membres de leur communauté (définissant ainsi des réseaux sociaux).

Les résultats des groupes témoins ont confirmé et amplifié les conclusions des sondages de ménages : mais ils ont aussi mis en lumière certains aspects importants de la résilience que les sondages de ménages n'avaient pas signalés.

E. Evaluation des flux de ressources

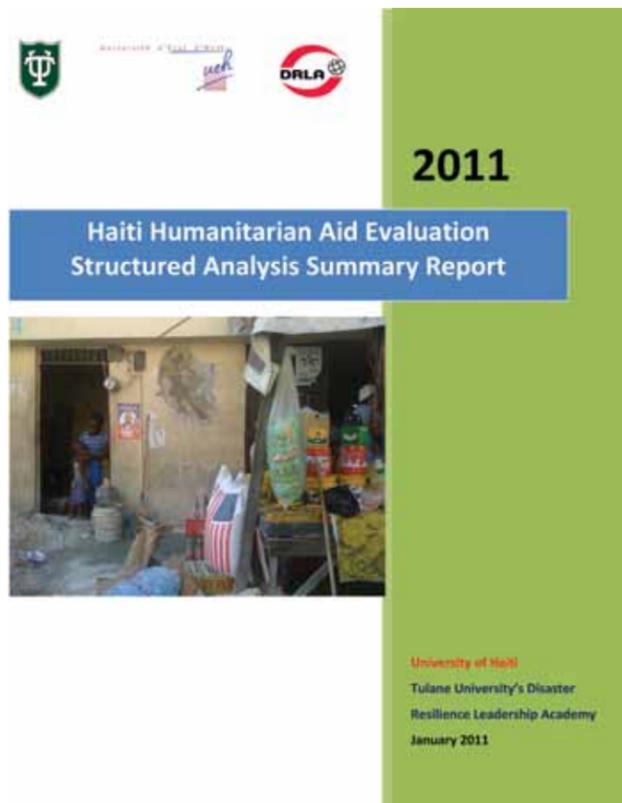
Pour cette dimension de l'étude, nous avons eu recours à des sources primaires et secondaires pour retracer les flux de ressources financières à objet humanitaire parmi les agences et les professionnels du secours et de la reconstruction.

Concernant les sources secondaires, nous avons produit un aperçu et une analyse de données décrivant organisations et programmes, afin d'évaluer comment leurs ressources avaient été mobilisées suite au séisme, et comment ces choix avaient évolué avec le temps. Notre équipe d'analystes a déterminé le volume de ressources diffusées par les canaux d'approvisionnement du secteur humanitaire, quels secteurs et quelles populations en étaient les destinataires, et quels mécanismes acheminaient ces ressources. Nous avons aussi évalué dans quelle mesure les destinataires prenaient part à la gestion de l'assistance humanitaire.

Nous avons ainsi traité les 720 projets (au minimum) soumis au Flash Appeal du Consolidated Appeal Process (CAP) et au Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH) ; l'analyse qui en résulte est incluse dans le présent rapport.

Les données primaires, quant à elles, ont été recueillies entre juin 2011 et février 2012. Nous avons conduit un sondage par internet, ainsi que des entretiens avec des représentants d'organisations majeures qui avaient pris part à l'action humanitaire suite au séisme. Notre questionnaire concernant la question des ressources se concentrait sur les changements éventuels apportés aux priorités de financement (que ce soit en termes de produits ou de zones géographiques), les évolutions de la gestion des ressources humaines et la politique de recrutement d'employés locaux, ou les modifications des lignes de conduite concernant la planification transitoire du désengagement, et le départ des zones affectées.

c.f. Figure 2



Rapport de l'analyse structurelle, Haiti Humanitarian Aid Evaluation – www.drlatulane.org



3ème Partie – Structures de résilience

A. Arrière-plan et définition

Parmi les professionnels de l'action humanitaire et de la gestion de crise, le concept de « résilience » a progressivement été adopté comme une notion importante lorsqu'il s'agit de définir, de suivre, et d'évaluer toute intervention visant à la réduction des risques (Banque Mondiale 2009).

L'analyse de la résilience trouve sa source dans les disciplines de la psychologie et de la physiologie. A ce stade le concept n'avait pour objet que de mieux comprendre pourquoi certains individus sont en mesure de transcender un choc ou un traumatisme, alors que d'autres souffrent de séquelles durables (Werner & Smith 1982 ; Tusaie & Dyer 2004). De façon indépendante, les spécialistes de l'écologie (y compris l'écologie humaine) se sont aussi penchés sur le concept, afin d'identifier les caractéristiques qui permettent aux communautés et aux ménages de faire face aux risques (Holling 1972 ; Adger 2000).

La résilience est aujourd'hui habituellement définie comme la capacité d'un système (qu'il s'agisse d'un individu, d'un ménage, d'une communauté, ou d'une société) à soutenir, transcender, voire positivement exploiter l'expérience d'incidents de crise ou de chocs. De nombreuses approches contribuent actuellement à enrichir la littérature sur le sujet : que l'accent soit mis sur les sinistres naturels, la gouvernance, la gestion des organisations, ou les sciences de l'ingénieur (Moser 2008 ; Everly, Strouse, & Everly 2010 ; Somers 2009 ; Chang 2009). De plus en plus de professionnels de la gestion de crise considèrent la résilience comme un effet, potentiellement mesurable, des efforts d'aide humanitaire et de développement – ces formes d'assistance qui visent à traiter simultanément les vulnérabilités des populations affectées.

Dans le cadre du présent rapport, notre équipe d'évaluation définit la résilience comme suit:

La résilience désigne la capacité d'une communauté victime d'un sinistre à s'organiser, à tirer les leçons des incidents qu'elle affronte, et à transcender leurs effets de telle façon qu'elle en sorte renforcée.

La résilience est souvent décrite comme l'effet combiné des vulnérabilités et des forces d'un système. Les premières sont les caractéristiques qui amplifient le risque ; tandis que les secondes désignent les caractéristiques qui permettent aux individus, aux communautés et aux sociétés de gérer les chocs et les risques avec succès. Les critères de la résilience sont le produit de ces forces.

Plusieurs grilles de lecture suggérées par la littérature ont été exploitées par les professionnels de la gestion de crise et de la réduction des risques ; cependant, la plupart de ces schémas ont été utilisés dans le cadre de pays développés, où l'analyse de la résilience peut s'appuyer sur un corpus substantiel de données secondaires.

Certaines des publications les plus influentes développent les idées de

Susan Cutter, de l'Université de Caroline du Nord, concernant la mesure de la vulnérabilité des strates administratives subalternes (2003). A partir de l'analyse de 42 caractéristiques des environnements socio-économiques et bâtis (sur la base de données secondaires), Cutter a pu développer des cartes de vulnérabilité à l'échelle des comtés (*counties*). Ces résultats ont ensuite informé les efforts de préparation aux sinistres, et l'évaluation des stratégies de réduction du risque. Plus récemment, ces efforts de cartographie en sont venus à inclure des données concernant les environnements physique et structurels (Borden et al. 2007 ; SOPAC 1999). Il faut noter que ces initiatives ont recours à des données administratives et environnementales décrites dans des sources secondaires ; et qu'elles mesurent les évolutions des caractéristiques de la résilience sur le long-terme, plutôt que le court terme.

Des modélisations plus complètes de la résilience sont aujourd'hui en cours de développement, et informent la prise de décision, même s'ils restent pour l'essentiel restreints aux pays d'économie avancée. Le *Community and Regional Resilience Institute* (CARRI : Institut pour la résilience communautaire et régionale) a ainsi produit le modèle dit *Disaster Resilience of Place* (DROP: résilience locale face aux sinistres), qui enrichit les cartographies de vulnérabilité proposées par Cutter (2003). Sur la base de données secondaires et d'une évaluation synthétique, cette approche a identifié cinq critères de résilience (capital social, économique, institutionnel, et communautaire ; maturité des infrastructures) et 35 sous-composantes. Le modèle *Baseline Resilience Indicators for Communities* (BRIC : Indicateurs fondamentaux de la résilience des communautés) (Cutter, Burton and Emrich 2010) examine un faisceau spécifique d'indicateurs composites pour mesurer les caractéristiques qui sous-tendent la résilience fondamentale des communautés ; cette approche se fonde sur le modèle DROP.

Forgette et Boening, deux chercheurs influents de l'Université du Mississippi, ont proposé une approche de la résilience qui inclut des variables plus fluides, et susceptibles d'être évaluées au cours du temps au niveau des ménages (2009). Ces variables comprennent des caractéristiques de comportement : par exemple la question de savoir si la population victime d'un sinistre est consciente de ses vulnérabilités aux plans individuel et communautaire ; si elle reconnaît qu'il est impératif d'atténuer les effets de l'incident ; et si elle a prévu des plans d'urgence. Cette approche a été utilisée au lendemain d'incidents. Elle a permis de mettre l'accent sur l'importance des variables de comportement dans la modélisation de la résilience, y compris le capital et les réseaux communautaires. Il s'agit du modèle dit *Socio-Economic Resilience Profile* (SERP: Profil de résilience socio-économique). Ces travaux confirment les recherches conduites par Paton (2006).

Des programmes de recherches concernant la résilience face à l'insécurité alimentaire ont récemment produit une grille de lecture et une approche qui sont mieux adaptées à l'examen de la résilience en Haïti face aux sinistres. De

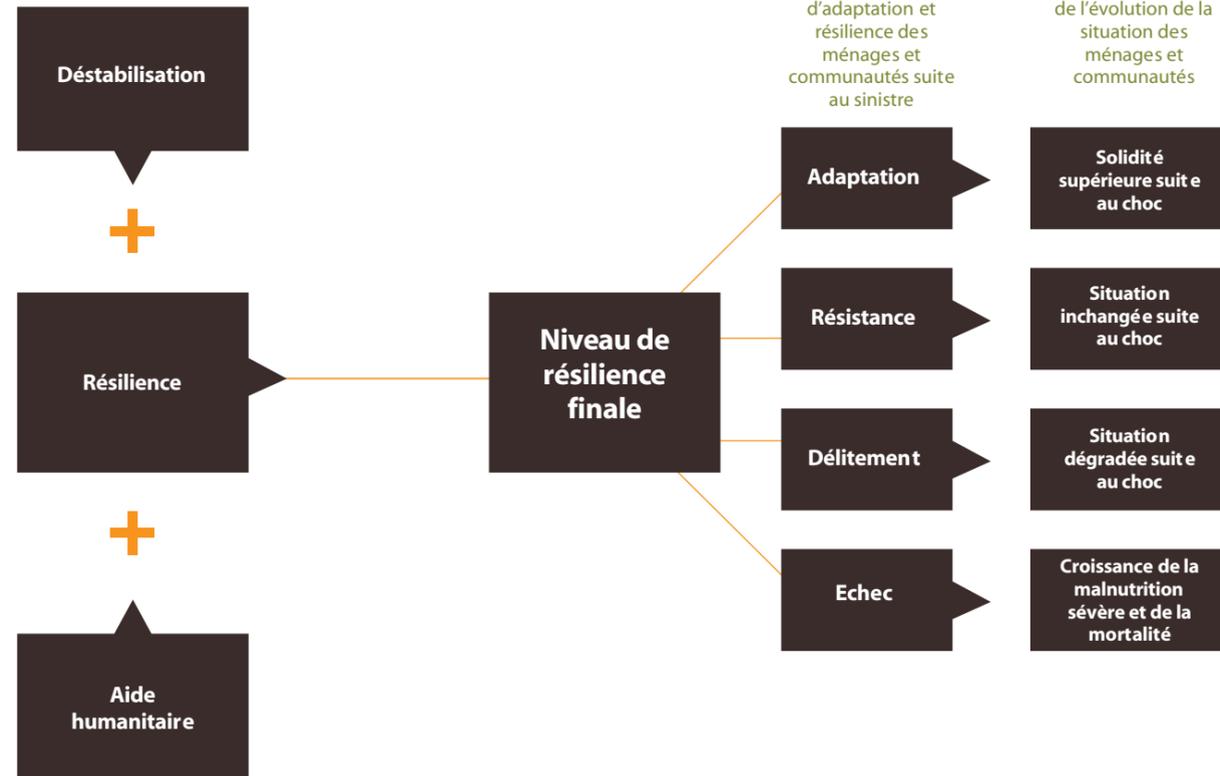
c.f. figure 3

Modèle des dimensions de la résilience



c.f. figure 4

Modèle des effets et des évolutions de la résilience



plus, Alinovi, Mane et Romano ont formulés des critères de résilience en exploitant des données qui reflètent la situation des ménages. Celles-ci incluaient l'accès aux services, la protection sociale, le capital et les pratiques agricoles, le capital non-agricole, la stabilité, la capacité d'adaptation, le niveau de revenu, et l'accès aux denrées alimentaires (2009 ; 2010).

B. Evaluation des structures de résilience par la DRLA & l'UEH

Basé sur le travail analytique sur la résilience, l'équipe DRLA / UEH a élaboré un cadre qui utilise la base des données des ménages. Ce cadre a été développé pour analyser la résilience. Les critères proposés ont été identifiés à la fois lors des tables-rondes organisées avec nos partenaires ; sur la foi d'une lecture de la littérature ; et lors du traitement initial des données tirées de nos sondages des ménages. Selon les partenaires, la résilience au niveau du ménage a été identifiée comme le plus important à étudier. De ce fait, nous n'avons pas analysé séparément certains thèmes connexes majeurs, comme la gouvernance ou l'environnement car ils sont évalués à un niveau plus élevé que celui des ménages. Ce travail a conduit à la création du modèle illustré ci-dessous dimension résilience. (c.f. figure 3)

Afin d'évaluer le rapport entre déstabilisation, résilience et aide humanitaire, notre équipe a développé le Resilience Impact and Change Model (modèle des effets et des évolutions de la résilience), qui illustre les niveaux de résilience finale. Cette grille de lecture est fondée sur trois composantes : les caractéristiques de la résilience d'une communauté, d'un ménage, ou d'un individu ; l'ampleur et la nature de la déstabilisation ; et la présence ainsi que les modalités de l'aide humanitaire. Ce système éclaire par ailleurs les trajectoires selon lesquelles des communautés, ménages, ou individus soumis à un choc peuvent le cas échéant s'adapter, résister, se déliter, voire échouer. (c.f. figure 4)

Une note quantitative composite a été calculée pour chaque critère du système, selon les principes de l'Analyse en composantes principales (ACP). Ceux-ci permettent de conjuguer tous les indicateurs liés à un critère donné. Nous avons traité de cette façon l'ensemble de données sur les ménages, en créant un système de notes standard. Au niveau national, la moyenne de toutes les notes est fixée à zéro. Pour chaque critère, une note est d'autant plus haute que la résilience des ménages est avérée de ce point de vue. Les notes mesurent la résilience des ménages à un moment fixe (en d'autres termes, nous proposons un « instantané »). Une approche dynamique et des données supplémentaires sont donc susceptibles d'enrichir ou de confirmer nos conclusions.

Après avoir mis au point ces notes composites pour chaque critère, nous avons analysé les indicateurs dans le contexte de l'après-séisme afin d'évaluer comment l'aide humanitaire avait affecté la résilience. Nous présentons ces résultats dans notre section sur les « Effets de l'aide humanitaire » section 5.



4ème Partie – Aperçu général des critères de résilience

Comme déjà mentionné, dans le cadre du présent rapport notre équipe a identifié et mesuré sept critères de résilience. Nous les décrivons dans les pages qui suivent

1. Niveau de ressources

Le capital financier et physique, les dépenses courantes, et la sécurité/consumation alimentaires sont le reflet d'un premier critère, à savoir le niveau de ressources. Les données collectées dans le cas d'Haïti confirment les travaux d'Alinovi, selon lesquels un unique critère peut en effet fournir une évaluation simultanée de ces divers indicateurs.

2. Endettement et emprunts

Ce critère inclut entre autres les informations collectées concernant le recours au crédit pour acquérir des denrées alimentaires et autres produits nécessaires à la survie. Notre analyse des divers comportements des ménages vis-à-vis de l'endettement et de l'emprunt a démontré que ces comportements n'étaient pas toujours fonction du niveau de revenus : et qu'ils devaient par conséquent faire l'objet d'une catégorie séparée. Bien que l'accès au crédit puisse être perçu comme un adjuvant de la résilience, le recours à l'emprunt (l'accumulation de dettes) visant à la simple survie est un signe de vulnérabilité.

3. Comportements en temps de crise

Ce critère reflète les comportements des populations face à une déstabilisation récente, ainsi que les comportements que les ménages sont susceptibles d'adopter dans l'hypothèse où leur situation devait s'aggraver. Nos observations ne concernent pas la capacité d'adaptation des ménages, mais plutôt les comportements négatifs qui peuvent conduire les ménages à épuiser leurs ressources en temps de crise.

4. Capital humain

Le capital humain rassemble les savoir-faire et compétences qui permettent aux ménages/individus de produire des revenus, et d'avoir accès aux denrées alimentaires et autres biens et services. Bien que de multiples indicateurs du capital humain existent, nous avons ici choisi de le mesurer sous l'angle des niveaux d'éducation et de compétence professionnelle au sein des ménages.

5. Protection et sécurité

Nous avons mesuré les niveaux de protection et de sécurité sur la foi de témoignages personnels, en recueillant les impressions et les opinions de membres de ménages concernant leur sentiment de sécurité ou d'insécurité, et leur expérience directe des crimes contre la personne ou la propriété.

6. Réseaux communautaires

Le concept de réseaux communautaires reflète la densité des liens tissés par les ménages envers des groupes plus larges, et leur participation dans la prise de décision des communautés (ce qui s'apparente à la notion de capital social). Cette catégorie permet de mesurer à quel point les ménages sont conscients des

dynamiques de groupe, et y prennent part – en particulier s'agissant de groupes relatifs au monde du travail, aux revenus, ou à la prise de décision au sein d'une communauté.

7. Santé psychosociale

La santé psychosociale en Haïti fait rarement l'objet d'enquêtes ou de mesures, et il a fallu attendre l'étude de juin 2011 pour que les effets du séisme sur ce plan soient évalués à grande échelle. Pourtant la santé psychosociale et le bien-être des membres des ménages constitue un critère de résilience qui se trouve souvent déstabilisé à court terme, voire plus durablement : et qui dépend en partie de la nature et de l'efficacité de l'aide humanitaire.

Deux méthodes universellement acceptées ont été retenues pour mesurer cet aspect de la question.

GHQ-12 (General Health Questionnaire/questionnaire général de santé – 12):

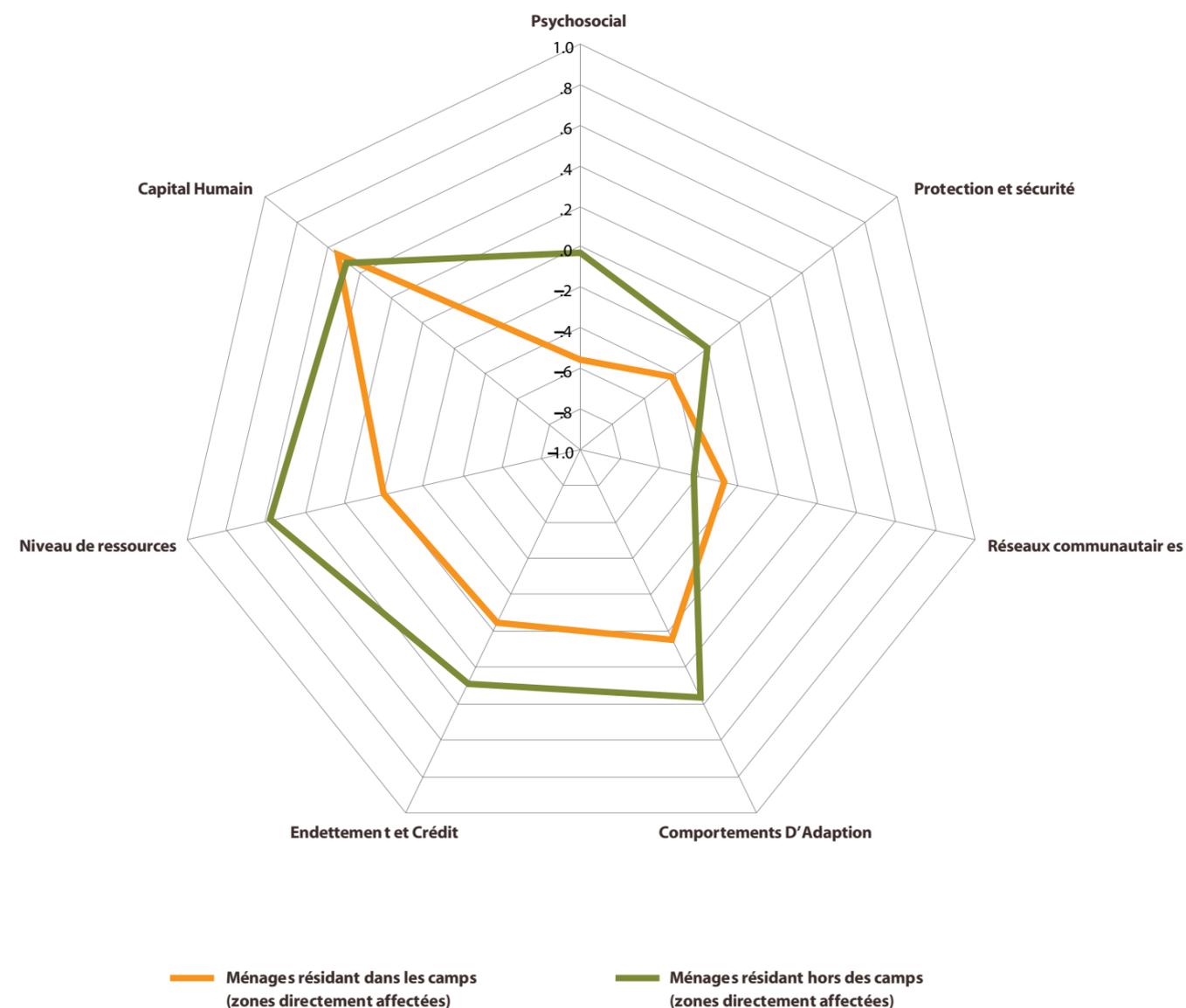
Cet instrument prend la mesure du stress psychologique sévère. L'enquête comprend 12 questions, qui abordent par exemple la perte de sommeil due aux préoccupations, les problèmes de concentration, les difficultés dans la prise de décision, le plaisir pris aux activités quotidiennes, les sensations de dépression, ou la capacité de faire face aux problèmes en comparaison avec la situation « normale ». Cette approche repère les déstabilisations ou conditions psychiatriques de court terme, mais pas les caractéristiques plus durables.

Dans la présente étude, nous avons eu recours au questionnaire afin d'évaluer le « stress psychologique » sévère, plutôt qu'en vue de signaler des troubles psychiatriques spécifiques. Bien que les seuils d'alerte pour les réponses au test GHQ-12 n'aient pas été spécifiquement fixés dans le cas d'Haïti, l'utilisation de cet instrument dans divers autres contextes a mis en lumière plusieurs seuils (Goldberg et al 1998; Goldberg et al 1997). Dans notre évaluation des données concernant Haïti suite au séisme, notre équipe a eu recours aux niveaux d'alerte (seuils) les plus élevés que propose la littérature, lorsqu'il s'est agi de mesurer la présence de stress psychosocial sévère parmi les chefs de ménages.³ De ce fait, notre étude sous-estime probablement le niveau de stress psychologique parmi la population adulte : la sévérité exacte du problème reste inconnue, mais est sans doute encore plus préoccupante qu'indiqué ici.

L'Index de bien-être individuel (WBI: Personal Well-Being Index): Le WBI demande aux personnes consultées d'évaluer leur sentiment de satisfaction personnelle sous l'angle de huit catégories différentes, comme le niveau de vie, la santé, les relations sentimentales, la sécurité, et la densité des réseaux communautaires. Nous avons utilisé cet indicateur pour produire une mesure subjective du bien-être. Concernant le WBI, nous avons retenu une approche généralement acceptée (The Australian Centre on Quality of Life, Deakin University 2010) pour définir les niveaux d'alerte applicable à l'évaluation de la fréquence des troubles.^{4,5}

Graphique 2

Critères de résilience parmi les ménages résidant en camps ou hors camps dans les zones directement affectées



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

A. Critères de résilience dans les zones directement affectées par le séisme

Les notes composites correspondant aux sept critères de résilience définis par l'évaluation de l'aide humanitaire en Haïti sont réunies dans l'« écran radar » du graphique 2. Le graphique illustre la différence totale entre les notes obtenues pour chaque critère par les résidents et non-résidents des camps dans les zones directement touchées. La note composite de chaque critère est portée sur l'un des axes de l'« écran radar ». On peut ainsi interpréter (sans stricto sensu pouvoir mesurer) la surface incluse dans le polygone correspondant comme l'illustration de la résilience totale de chaque catégorie de populations, en comparaison avec les autres.

Les notes composites moyennes pour la plupart des critères sont substantiellement moindres parmi les ménages résidant dans les camps que parmi ceux qui résident ailleurs⁶ – à l'exception des critères « réseaux communautaires » (où la situation s'inverse suffisamment pour être statistiquement notable⁷), et « capital humain » (où la divergence entre les deux catégories est statistiquement sans importance⁸). La différence la plus significative entre les deux groupes concerne les critères du « psychosocial » et du « niveau de ressources ». Nous analysons ces divergences de façon plus détaillée dans les pages qui suivent.

B. Critère : niveau de ressources

Résultat : Près de deux ans après le séisme, plus d'un tiers des ménages vivant dans les zones directement touchées, et plus de la moitié des ménages résidant dans un camp,

n'avaient toujours pas recouvré l'intégralité de leurs ressources de base.

Résultat : les personnes vivant dans les zones directement affectées, en particulier les résidents des camps, sont susceptibles de tomber dans une pauvreté chronique comparable à celle dont souffrent les populations les plus vulnérables dans le pays.

Selon les Nations-Unies, le séisme a causé un dommage de 3,5 milliards de dollars en termes de flux économiques (salaires, production, revenus, etc.). Environ 60% des participants de nos groupes témoins ont souligné que le tremblement de terre avait déstabilisé leurs activités économiques de manière significative (commerce, emploi, etc.). Les femmes sont plus fréquemment touchées que les hommes (70% contre 55%).

Parmi les résultats notables de l'enquête de l'évaluation de l'aide humanitaire en Haïti, on retiendra que les résidents et non-résidents des camps dans les zones affectées avaient un niveau de ressources globalement similaire à la veille du séisme ; cependant, le sinistre a réduit le capital des premiers, bien plus que celui des seconds. Le tableau 1 illustre la similarité initiale entre les actifs des résidents et non-résidents des camps dans les zones directement touchées. De plus, l'enquête a démontré que la variable du niveau de ressources détenues avant le séisme ne permettait pas de prédire si un ménage domicilié dans les zones directement affectées allait ou non devoir trouver refuge dans un camp suite au tremblement de terre. En d'autres termes, les camps comprennent des ménages dont les niveaux de ressources initiaux étaient variables. Concernant le critère du niveau de ressources, notre équipe a développé une note composite qui s'appuie sur les indicateurs suivants, parmi ceux qu'avait relevés notre enquête sur les ménages en juin 2011⁹ :

- Consommation alimentaire
- Niveau d'actifs
- Pourcentage des dépenses consacrées à l'alimentation

Tableau 1

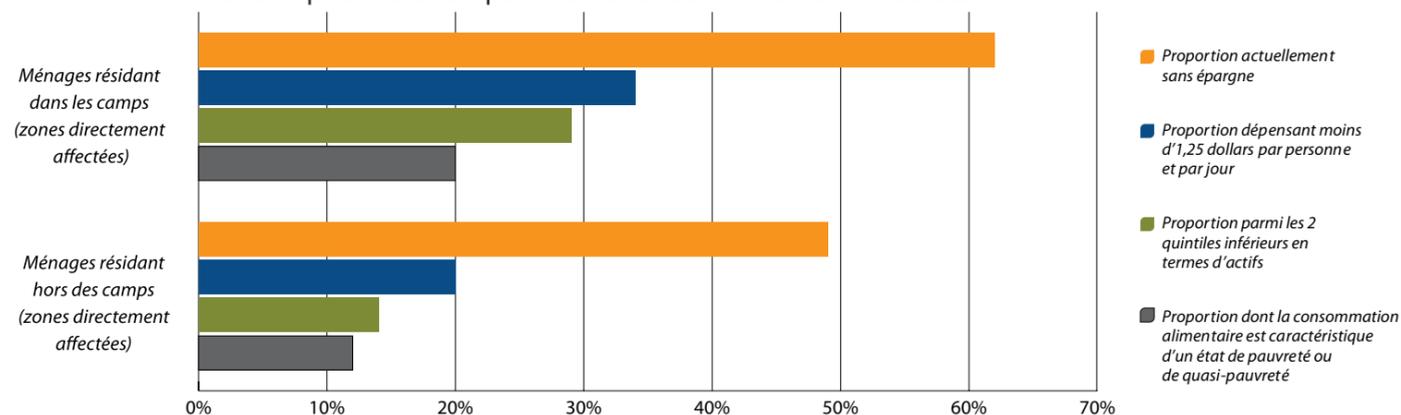
Evolution de la proportion des groupes définis selon leur niveau de ressources



CNSA EFSA II, 2010

Comparaison du niveau de ressources, ménages résidant dans les camps et hors camps dans les zones directement affectées

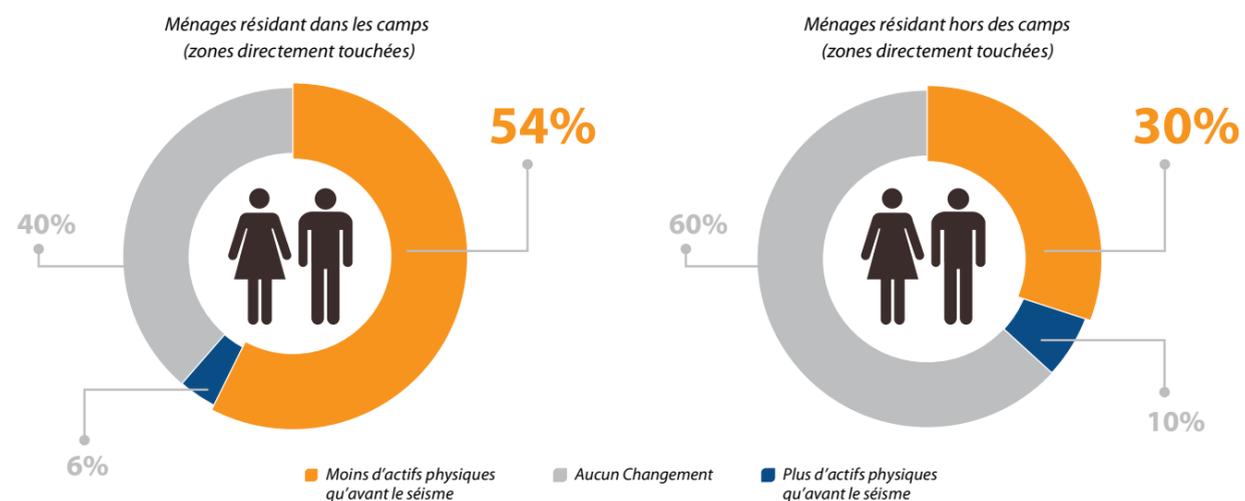
cf. graphique 3



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

Pourcentage des ménages qui détenaient moins, autant, ou plus d'actifs en juin 2011 qu'ils ne le faisaient immédiatement avant le séisme

cf. graphique 4



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

- Niveau de dépense par membre du ménage
- Epargne du ménage

Dans les zones directement touchées, le niveau de ressources des ménages résidant dans les camps a reçu une note composite globale nettement moindre que celle qui caractérise les non-résidents (0,00,4 contre 0,580). Le graphique 3 propose une présentation plus détaillée des différences qui affectent les indicateurs de richesse ¹⁰:

Une proportion comparable parmi les ménages résidant dans les camps et hors camps dans les zones affectées avait constitué une épargne de précaution avant le séisme (respectivement 48% contre 53%). En revanche, les premiers (18%) ont plus fréquemment perdu leur épargne que les seconds (9%) suite au séisme et sont moins susceptibles d'avoir reconstitué une marge de sécurité financière durant cette même période. La proportion de ménages sans la moindre épargne est plus importante parmi ceux qui résident dans les camps (62%) que hors des camps (49%).

Par ailleurs, les ménages résidant dans les camps indiquent des dépenses (et de ce fait, probablement, un niveau de ressources) inférieures à celles des résidents hors camps dans les zones directement affectées. Parmi les premiers, 34% dépensent moins d'1,25 dollars par personne et par jour, alors que le pourcentage équivalent parmi les seconds n'est que de 20%. Dans les zones directement touchées, le niveau médian des dépenses mensuelles parmi les ménages résidant dans un camp s'élève à 1884 gourdes haïtiennes (HTG), alors que le chiffre équivalent parmi les ménages hors camps est de 2491 HTG.

Un pourcentage plus important des ménages résidant dans les camps (29%) que de ceux domiciliés hors des camps (14%) se trouvait dans les deux quintiles inférieurs en termes de niveau d'actifs. De plus, la consommation alimentaire de 20% des ménages en camps, dans les zones directement touchées, reflétait un statut de pauvreté ou de quasi-pauvreté, ce qui n'était le cas que de 12% des ménages hors camps. De manière générale, 45% des ménages dont la consommation alimentaire était suffisante indiquaient qu'ils avaient été en mesure de constituer une épargne au cours de l'année écoulée, alors que seuls 27% étaient dans ce cas parmi les ménages dont le mode de consommation alimentaire s'apparentait à un statut de pauvreté ou quasi-pauvreté.

Pour finir, le graphique 4 démontre que 18 mois après le séisme, 54% des ménages résidant dans les camps n'avaient toujours pas recouvré le niveau d'actifs qui était le leur avant le sinistre : en comparaison, ce n'était le cas que de 30% des ménages hors camps. En d'autres termes, les indicateurs et les évolutions caractérisant le niveau de revenus suggèrent que les ménages des camps courent un plus grand risque de tomber dans la pauvreté chronique, alors même qu'ils n'étaient pas particulièrement pauvres en termes d'actifs avant le tremblement de terre.

C. Critère : endettement et crédit

Résultat : Les ménages résidant dans un camp encourrent plus de dettes et font l'objet de conditions de crédit moins favorables que les ménages résidant hors des camps dans les zones directement affectées

Au cours de l'histoire d'Haïti, les ménages vulnérables ont généralement souffert de niveaux d'endettement élevés; les effets du séisme n'ont fait qu'exacerber le problème. Selon l'étude menée en 2011 par l'ACTED concernant la situation

économique en Haïti, la proportion de ménages endettés atteignait 80% parmi les ménages de Port-au-Prince vivant en-dessous du seuil de pauvreté, et 94% parmi l'ensemble des ménages domiciliés dans les zones rurales affectées par le séisme.

En 2011, le pays comptait 13% de ménages endettés de plus qu'avant le séisme. L'évaluation de l'aide humanitaire en Haïti a étudié de plus près les liens entre crédit/endettement et lieu de résidence.

Concernant le critère des dettes et crédits, notre équipe a calculé une note composite en conjuguant les indicateurs suivants à partir de notre enquête ménages ¹¹:

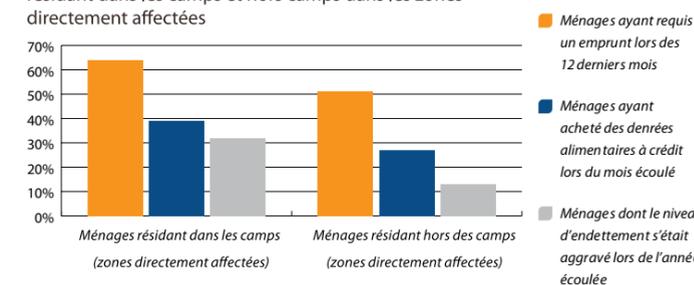
- Le ménage a requis un emprunt dans les 12 derniers mois
- Le ménage a accumulé les dettes dans les 12 derniers mois
- Le ménage a acheté des produits alimentaires à crédit lors du mois précédent
- Le ménage a acheté des produits non alimentaires ou des services à crédit au cours des 12 derniers mois
- Pourcentage de la consommation alimentaire totale qui avait fait l'objet d'un achat à crédit selon l'évaluation des personnes consultées

Les ménages ont reçu un score d'autant plus élevé qu'ils étaient moins susceptibles d'avoir eu recours au crédit pour leur achats, et d'avoir accumulé des dettes. Les ménages résidant dans les camps ont fait l'objet d'une note moindre (donc comparativement négative) que ceux vivant hors des camps dans les zones directement affectées (respectivement -0,05 contre 0,29).

Un examen des différences caractérisant les divers critères spécifiques de notre index révèle que 64% des ménages vivant dans un camp ont eu recours au crédit, ce qui n'est le cas que de 51% des ménages hors camps; 39% des premiers avaient acheté des denrées alimentaires à crédit lors du dernier mois écoulé, contre seulement 27% des seconds; et 32% parmi les ménages résidant dans les camps ont signalé que leur endettement s'était aggravé lors de l'année écoulée, contre 13% des ménages hors camps. Pour finir, même lorsque le niveau de ressources est pris en compte ¹², les ménages vivant dans les camps souffraient d'un score substantiellement inférieur à celui des ménages résidant hors des camps dans les zones directement affectées, pour ce qui est du critère de l'endettement et du crédit. (cf. graphique 5)

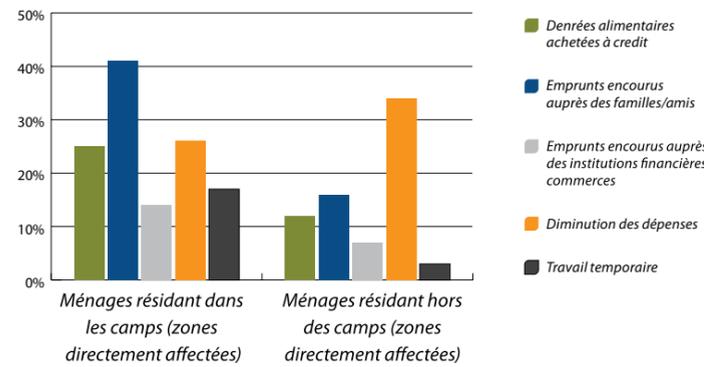
Indicateurs d'endettement et de crédit pour les ménages résidant dans les camps et hors camps dans les zones directement affectées

cf. graphique 5



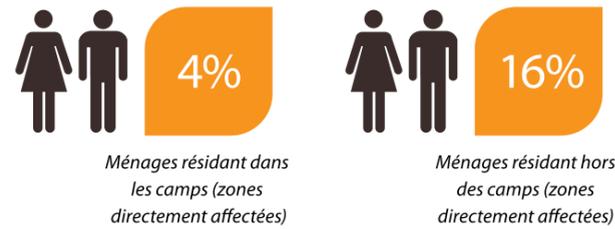
Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH, CNSA juin 2011

Fréquence de comportements de crise habituels suivis lors de l'année écoulée



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

Pourcentage des ménages dont un ou plusieurs membres âgé(s) de plus de 18 ans est incapable de travailler



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

D. Critère : comportements face à la crise

Résultat : Parmi les populations directement affectées, les ménages résidant dans les camps affichaient davantage de comportements qui causaient l'érosion de leur capital.

Dans les zones directement affectées, les ménages vivant dans les camps avaient recours à des comportements de crise négatifs plus fréquemment que ceux résidant hors des camps. Ceci semble constituer une tendance continue et durable dans l'environnement de l'après-séisme. Ces comportements incluaient des modifications du régime alimentaire, le recours croissant à l'endettement, l'emploi dans des métiers alternatifs et à bas revenus, et la vente d'actifs. Des résultats similaires avaient été mis en lumière par les deux enquêtes réalisées par la CNSA et ses partenaires dans les zones directement affectées, entre février et juin 2010, sur le sujet de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (EFSA I et II).

Afin de résumer l'acuité des stratégies comportementales, nous avons produit un score composite des comportements de crise à partir des indicateurs suivants :¹³

- Erosion de l'Index des Stratégies d'Adaptation (CSI, Coping Strategies Index)
- Nombre des stratégies d'adaptation suivies lors de l'année écoulée : un questionnaire demandait aux ménages comment ils avaient procédé pour affronter les déstabilisations de l'année écoulée, les réponses possibles étant encodées selon 34 catégories.
- Nombre des stratégies d'adaptation qui sont susceptibles d'être suivies à l'avenir. Un questionnaire demandait aux ménages ce qu'ils envisageaient de faire à l'avenir au cas où leur situation devait s'aggraver, en utilisant les mêmes 34 catégories éventuelles.

Le score est d'autant plus bas que les ménages affichaient un nombre supérieur de comportements de crise négatifs (comme la vente d'actifs ou la modification des habitudes alimentaires). La note composite des stratégies d'adaptation souligne une différence substantielle entre les ménages résidents et non-résidents des camps. Le score composite des premiers s'établit à 0,05, alors que celui des seconds est de 0,37. Le graphique 6 illustre les divergences spécifiques relevées pour chaque critère de comportement.

Les ménages vivant dans les camps affichaient plus souvent des comportements d'adaptation qui incluaient le recours à l'endettement et au crédit. Par exemple, For instance, ces ménages étaient plus susceptibles que ceux résidant hors des camps d'acheter des denrées alimentaires à crédit, ou de contracter des prêts auprès de leurs amis, de leurs familles, ou d'institutions financières. Les ménages résidant dans les camps étaient par ailleurs employés plus fréquemment dans le travail temporaire – touchant de ce fait de faibles salaires, et manquant de visibilité financière à long terme. Les ménages suffisamment riches pour disposer d'une marge de manœuvre discrétionnaire faisaient souvent face à la crise en réduisant leurs dépenses; mais les ménages vivant dans les camps pouvaient plus rarement avoir recours à cette approche que ceux résidant hors des camps. Pour affronter la crise, dans les zones directement touchées, les ménages relativement aisés s'appuyaient plus souvent que les autres sur les transferts de fonds envoyés par leurs proches, leur épargne, ou la modification de leur structure de dépenses. La structure des réponses des ménages dans les zones directement touchées était comparable lorsqu'on les interrogeait sur les stratégies d'adaptation qu'ils envisageaient suivre à l'avenir pour faire face aux risques.

E. Critère : capital humain

Résultat : parmi les populations directement affectées, on ne notait pas de différence considérables entre le capital humain global des ménages résidents et non-résidents des camps

En 2011, le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD, ou UNDP, Human Development Program) rangeait Haïti au 158ème rang (sur une liste de 187 pays examinés dans le monde à l'aune de critères comparables) en termes de Développement Humain – un indice habituellement utilisé pour mesurer le bien-être. Haïti clôturait la liste des pays d'Amérique Latine. Graphique 7

For this evaluation, a composite indicator for human capital was created using the following indicators:

- Pour la présente évaluation, nous avons élaboré un indicateur composite du développement humain, en combinant les critères suivant :¹⁴
- Ratio de dépendance¹⁵
- Niveau d'éducation du chef de ménage
- Présence au sein du ménage d'un ou de plusieurs membre(s) incapables de travailler régulièrement

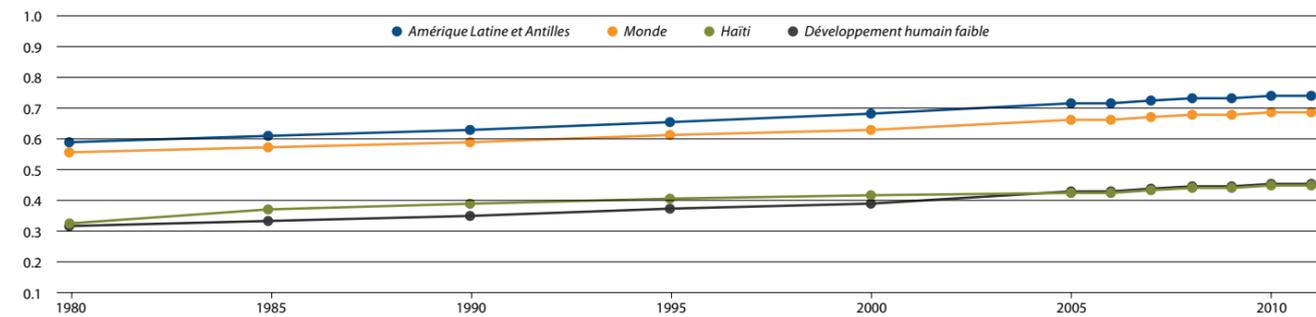
Le score composite du capital humain est d'autant plus haut que le ratio de dépendance est moindre, que le niveau d'éducation du chef de ménage est élevé, et que les ménages sont moins susceptibles d'inclure un ou plusieurs membre(s) incapable(s) de travailler.

Nos calculs du score composite de capital humain n'ont pas signalé de différence statistiquement valide entre les ménages résidant dans les camps (0,54) et hors des camps (0,48). Ce résultat confirme les conclusions concernant les niveaux de ressource : à savoir que les deux catégories de ménages avaient affiché un statut socio-économique comparable avant le séisme. Cependant, les graphiques 8, 9, et 10 ci-dessous précisent les différences mises en lumière pour chacun de nos indicateurs.

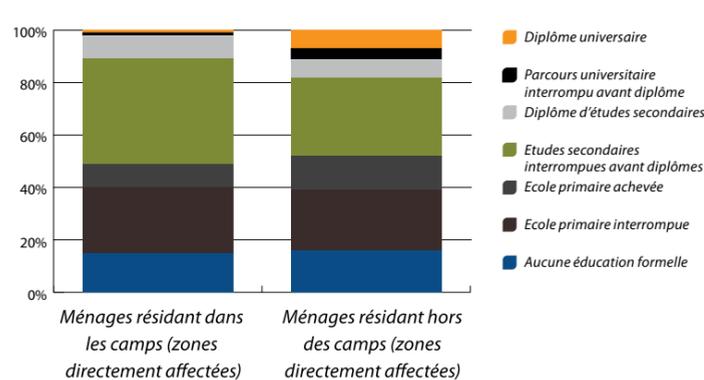
Nous n'avons pas découvert de différences notables concernant les niveaux de formation ou le ratio de dépendance des ménages résidant dans les camps et hors camps. Cependant, le pourcentage de ménages hors camps qui incluent des membres incapables de travailler (4%) est inférieur au pourcentage équivalent pour les résidents des camps dans les zones directement affectées (16%) : ce qui pourrait suggérer que la vulnérabilité sociale est mieux répartie parmi les ménages dont l'environnement économique est meilleur.

La structure démographique des deux catégories de ménages est comparable pour ce qui est de l'âge du chef de ménage, la fréquence des ménages incluant des enfants de moins de deux ans, la situation matrimoniale des chefs de ménage, ou la fréquence des ménages dont le chef est une femme. Il faut cependant noter que les ménages dans cette dernière catégorie affichaient un score composite de capital humain substantiellement plus faible, en moyenne, que celui des ménages dirigés par un homme – même lorsque l'analyse prend soin de tenir compte du statut résidentiel des ménages domiciliés en camp ou hors camp, en ville ou en zone rurale.¹⁶

Index de développement humain : tendances de 1980 au présent

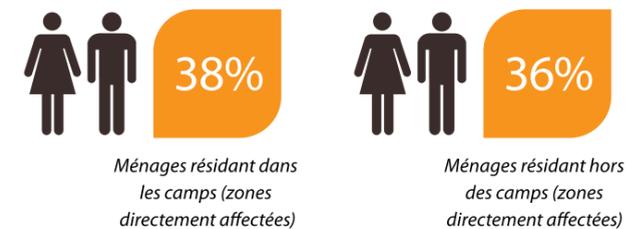


Niveau de formation du chef de ménage



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

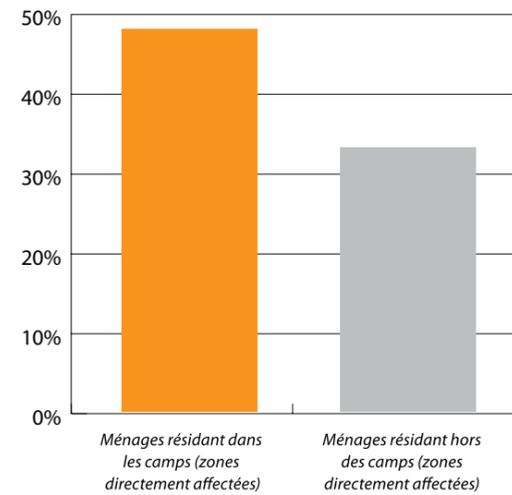
Ratio de dépendance moyen



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

cf. graphique 11

Pourcentage de ménages signalant un problème causé par l'insécurité depuis le séisme



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

F. Critère : Protection et Sécurité

Résultat : Les résidents des camps affichaient le score composite le plus bas qui ait été relevé en Haïti

Depuis 2010, plus de 52,6 millions de dollars ont été dépensés pour financer des activités de protection censées bénéficier prioritairement les populations vulnérables, comme les enfants, les femmes, les personnes âgées, et les handicapés. L'ONU et la communauté des ONGs ont abordé les défis relatifs à la protection et la sécurité au travers de programmes comme le « cluster » Protection des Nations-Unies, qui inclut des « sous-clusters » relatifs à la violence contre les femmes, les droits de l'homme, et la protection de l'enfance. Le cluster Protection des Nations Unies, en coopération étroite avec d'autres clusters de l'ONU (comme Education et Santé), a permis de former des spécialistes de la protection, et de mettre en place des projets visant à mobiliser la société civile, en partenariat avec un certain nombre de ministères idoines, comme le Ministère de la Santé Publique et de la Population, le Ministère de l'Education, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail et de Recherches, ou encore le Ministère de la Justice.

Pour évaluer le critère de la sécurité, notre équipe a créé un indicateur composite sur le sujet en combinant trois éléments utiles parmi les données fournies par notre enquête :¹⁷

- Fréquence des ménages qui indiquaient avoir fait l'expérience d'une menace sur leur sécurité depuis le séisme
- Fréquence des ménages estimant que la sécurité suite au séisme s'était améliorée, était restée identique, s'était initialement aggravée mais était en voie de normalisation, ou s'était aggravée et ne donnait pas de signes d'amélioration.
- L'insécurité au cours de l'année écoulée avait affecté les ressources des ménages, ou leur capacité de produire ou d'acheter des denrées alimentaires ; ou bien elle avait causé l'érosion de leur épargne et de leurs actifs.

L'indicateur composite signale des différences substantielles dans le niveau de sécurité ressenti parmi les ménages des camps ou hors camps (respectivement -0,43 contre 0,20).

Dans les zones directement affectées, les résidents des camps signalaient qu'ils avaient fait l'expérience de l'insécurité depuis le séisme dans des proportions très supérieures (46%) à celle qui caractérisait les ménages hors-camps (32%), graphique 11. De plus, les premiers évoquaient beaucoup plus fréquemment (18%) les risques d'insécurité spécifiques aux femmes que ne le faisaient les seconds (7%) dans les zones directement touchées.

De manière générale, selon les données de notre enquête, les ménages vivant dans un camp estimaient que leur protection et leur sécurité était un problème plus pressant que ne le jugeaient les non-résidents dans leur propre cas. Une majorité au sein des deux groupes indiquait que leur sécurité n'avait pas changé depuis le séisme : mais parmi ceux qui notaient une évolution, la plupart signalaient une aggravation plutôt qu'une amélioration (cf. graphique 12).

Selon notre base de donnée des connaissances (Haiti Evaluation Knowledge

Center), plus de 90% des documents relatifs aux problèmes de protection et de sécurité jugeaient que les populations des camps sont particulièrement vulnérables de ce point de vue : et 85% des documents étudiés soulignaient l'existence de risques spécifiques aux femmes et aux enfants. Cependant, une analyse de ces évaluations a révélé que ces affirmations s'appuyaient sur un corpus très limité de données empiriques. A travers les données recueillies par la Evaluation de l'aide humanitaire en Haïti, nous avons également évalué la distribution de divers risques et menaces, y compris les crimes avec usage de la force et les crimes contre la propriété durant la période considérée ici. Nous en concluons que les résidents et non-résidents des camps encouraient un niveau similaire de risques de ce point de vue. La perception de l'insécurité était certes élevée : mais l'enquête n'a pas permis de quantifier les types de ménages qui en avaient le plus directement souffert. Nos données quantitatives comme qualitatives indiquaient que les mentions d'incidents violents et autres effets de l'insécurité étaient généralisées, et ne concernaient pas spécifiquement les femmes, les enfants, ou tout autre groupe d'ordinaire vulnérable.

G. Critère : Réseaux Communautaires

Résultat : Les réseaux communautaires constituaient une dimension vitale de la résilience, et un point de départ essentiel pour la planification humanitaire. Les résidents des camps étaient habituellement conscients de l'existence d'un plus grand nombre de réseaux dans leurs communautés, mais la participation des individus restait faible.

Résultat : Les réseaux communautaires développés localement reflétaient d'ordinaire les besoins véritables des communautés, souvent en mettant l'accent sur la création d'emplois et autres activités susceptibles de créer des flux de revenu

Les réseaux communautaires jouaient un rôle majeur dans le développement, la mise en œuvre, et l'impact des programmes ; près d'un tiers de l'ensemble des documents collectés (110 sur 357) et presque la moitié des évaluations réunies (46 sur 106) dans le cadre de notre base de données des connaissances (Haiti Evaluation Knowledge Center) signalaient l'importance des réseaux communautaires pour

les plans d'aide et de reconstruction en Haïti. De plus, environ la moitié de nos GTs indiquaient que le séisme avait renforcé la solidarité tissée parmi les groupes, en soulignant que beaucoup de personnes s'étaient entre-aïdées, avaient partagé leurs ressources, ou fourni un soutien émotionnel. Quarante-cinq pourcent des GTs féminins et 40% des GTs masculins signalaient que de nouveaux réseaux communautaires (associations ou organisations) avaient vu le jour parmi les résidents des camps. Cependant, la visibilité de tels réseaux ne leur a pas forcément garanti de recevoir davantage de soutiens financiers directs, pas plus qu'elle n'a causé un renforcement adéquat des projets visant à en augmenter les capacités.

En 2010, le Flash Appeal avait mis environ 14,4 millions de dollars à disposition des agences de l'ONU pour soutenir les réseaux communautaires et les programmes construits sur leur fondation. Les tables-rondes réunies parmi nos partenaires, ainsi que notre analyse des flux de financement, ont également noté l'absence d'une « diffusion vers le bas » des ressources qui soit bénéfique aux institutions locales.

Nous avons calculé un score composite des réseaux communautaires à partir des données suivantes :

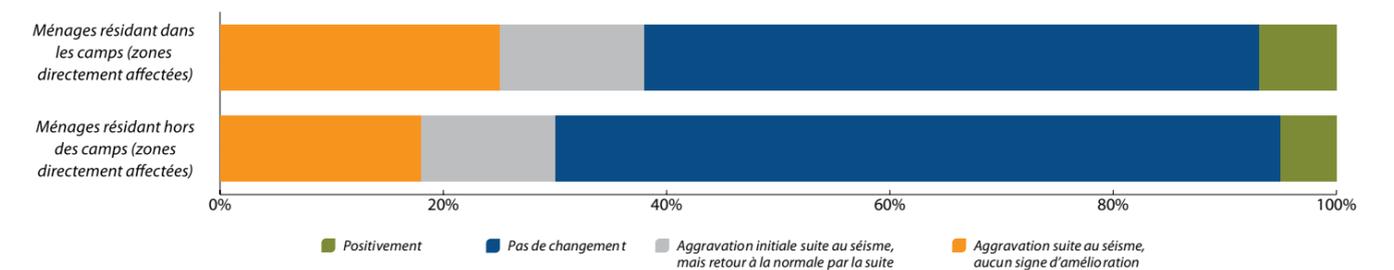
- Visibilité de l'existence de réseaux communautaires (associations/organisations)¹⁸
- Membres du ménage qui prenaient part à un réseau communautaire (associations/organisations)

Le score composite a démontré que l'expérience directe des réseaux communautaires était plus répandue parmi les ménages résidant dans les camps que parmi les non-résidents (-0,27 contre -0,43)¹⁹ bien que la différence s'explique avant tout par la densité des comités de gestion de l'aide humanitaire dans l'environnement des camps. Les taux de participation n'étaient pas notablement supérieurs parmi les résidents des camps. Cela suggère que les approches statistiques qui cherchent à mesurer les effets de réseaux communautaires devront probablement être affinées à l'avenir.

Par ailleurs, les ménages vivant dans un camp étaient mieux au fait de l'existence de réseaux communautaires (associations/organisations) que ne l'étaient les non-résidents dans les zones directement affectées (moyenne de 2,7 contre 1,8) ;²⁰ la majorité des

Comment le niveau de sécurité a-t-il évolué depuis le séisme (en comparaison avec ce qu'il était auparavant ?)

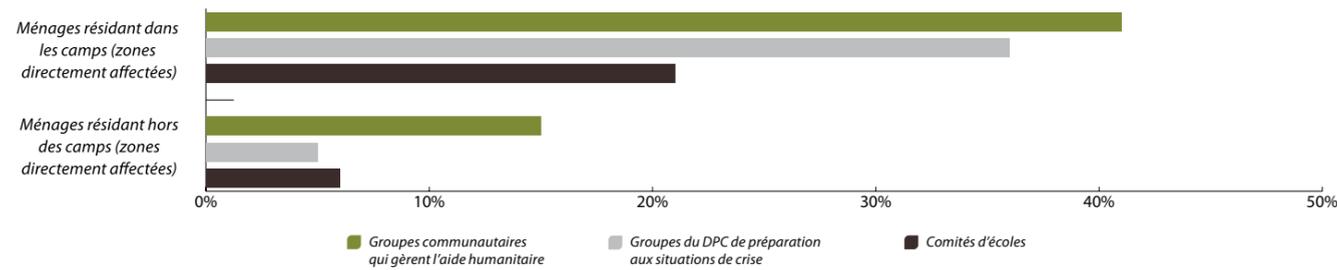
cf. graphique 12



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

Visibilité des formes de réseaux communautaires les plus courants (associations/organisations) parmi les résidents des camps et hors-camps

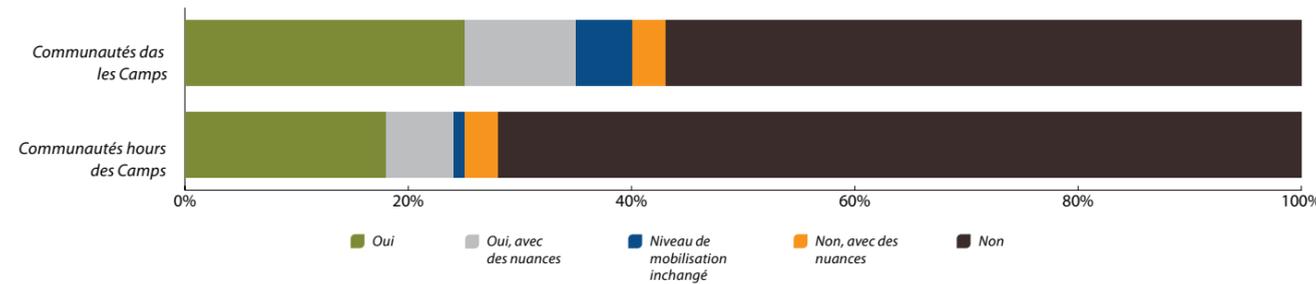
cf. graphique 13



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

Face aux problèmes causés par le séisme, les membres de la communauté ont-ils initié de nouveaux projets qui permettent de la renforcer ?

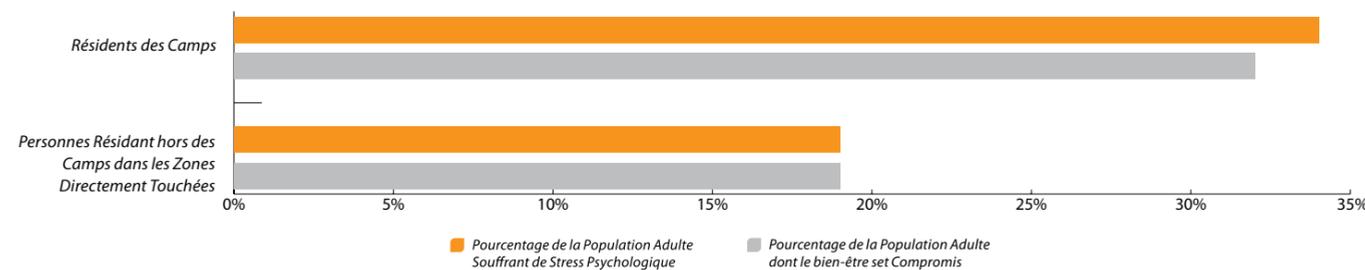
cf. graphique 14



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

Stress psychologique et bien-être érodé parmi les résidents et non-résidents des camps dans les zones directement affectées

cf. graphique 15



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

associations/organisation à forte visibilité étaient en charge de gérer et distribuer l'assistance (cf. graphique 13). Cependant, 50% des GTs ne prenaient aucune part à la prise de décision concernant la distribution de l'aide, et plus de 40% des groupes indiquaient qu'ils ne recevaient qu'une « information limitée voire inexistante » concernant la tenue de réunions qui devaient évoquer l'aide et sa distribution.

Selon nos enquêtes auprès d'observateurs essentiels, 25% des personnes consultées parmi les résidents des camps dans les zones directement affectées, et 18% des non-résidents consultés estimaient que les membres de leurs communautés prenaient part à des initiatives bénéfiques pour la collectivité (cf. graphique 14). Parmi les observateurs qui notaient l'existence de ce type d'activités collectivement bénéfiques, les champs d'action les plus souvent cités concernaient le commerce et autres activités permettant la création d'emplois (37% du temps).

H. Critère : Santé Psycho-sociale

Résultat : La santé psycho-sociale et le bien-être des résidents des camps étaient de loin les plus préoccupants parmi tous les groupes de population dans le pays. Même des évaluations par ailleurs modérées indiquaient qu'au moins 35% des résidents adultes des camps (pour l'essentiel des chefs de famille) souffraient de stress psychologique sévère, tandis que plus de 33% affichaient un niveau de bien-être érodé.

Résultat : La santé psycho-sociale préoccupante des résidents des camps était due pour l'essentiel au stress causé par les conditions de vie dans les camps.

Avant le séisme de 2010, aucun mécanisme de santé publique n'était en place pour évaluer la santé psychologique des populations. A ce stade, notre évaluation quantitative sur le terrain constitue la seule enquête psycho-sociale conduite au niveau national dans l'environnement de l'après-séisme (Schinina et al. 2010).²¹ Certes, le groupe de travail inter-cluster des Nations-Unis sur la Santé Mentale et le Soutien Psychosocial (MHPSS : Mental Health and Psychosocial Support) comprend plus de 110 organisations qui proposent un soutien médical et psycho-social : mais à l'heure actuelle le système d'évaluation de la santé mentale en Haïti se limite à une unique variable au sein du Système National de Surveillance Sentinelle Locale (SNSSL).

Bien que le Flash Appeal de 2010 ait financé quelques projets relatifs à la santé psychosociale, ces derniers n'ont reçu qu'1% des fonds qu'ils avaient requis ; de plus, les fonds ont été versés directement aux ONGs internationales et aux agences de l'ONU. Le financement des programmes psycho-sociaux en Haïti a été divisé par cinq entre le Flash Appeal de 2010 et l'Appel du CAP en 2011 : et aucun financement n'a été versé directement au gouvernement haïtien ni à des ONGs locales.²²

Nous avons établi un score psycho-social composite en réunissant deux évaluations composites renseignées par les données de notre enquête auprès des ménages. Les questions avaient été soumises en priorité aux chefs de famille (qui constituaient les cibles de notre collection de données) : de sorte que nous avons mesuré les indicateurs au niveau individuel, plutôt qu'au niveau des ménages :²³

- Questionnaire de santé général – 12 (GHQ-12)
- Index de Bien-Etre

Les chefs de ménage résidant dans les zones directement affectées, en particulier

ceux qui vivaient dans les camps, affichaient un niveau supérieur de stress psychosocial et d'érosion de leur bien-être que ceux domiciliés partout ailleurs. Le score composite était de -0,56 parmi les chefs de ménage vivant dans un camp, contre -0,03 parmi ceux vivant hors des camps dans les zones directement touchées. Le graphique 15 présente en détail les indicateurs en question et les diverses catégories de résidents.

L'aspect qualitatif de notre évaluation a également produit des résultats similaires concernant la santé psycho-sociale des résidents des camps. Bien que les questionnaires soumis aux groupes-témoins n'aient pas inclus d'éléments spécifiquement relatifs à la santé psycho-sociale, 88% des GTs ont souligné que le stress psycho-social comptait parmi les effets du séisme qui érodaient le plus notablement leur capacité de reconstruire. Du reste, 50% des GTs féminins et 25% des GTs masculins indiquaient qu'ils n'étaient pas psychologiquement capables de faire face à un nouveau sinistre (ou que d'autres membres de leur communauté étaient dans ce cas). De plus, 18% des GTs ont choisi d'indiquer (sans y être invités) qu'ils souffraient encore de symptômes causés par le traumatisme du tremblement de terre, comme l'insomnie, l'anxiété, les phénomènes de déjà-vu ou le ressassement de souvenirs traumatisants. La fréquence réelle des déstabilisations dues au stress post-traumatique ou autres séquelles psychologiques est potentiellement encore plus élevée.

Les éléments du questionnaire relatif au bien-être étaient étroitement associés, à l'exception des réponses concernant le niveau de satisfaction portant sur les activités spirituelles. Dans les zones directement touchées, une immense majorité des résidents et non-résidents des camps signalaient qu'ils étaient heureux de leur vie spirituelle (respectivement 91% et 87%).²⁴ De plus, 75% des membres de nos groupes-témoins ont souligné que leur foi jouait un rôle dans leurs stratégies d'adaptation.

Le bien-être et l'absence de stress étaient plus rares parmi les chefs de famille résidant dans les camps que parmi leurs homologues au sein de tout autre groupe. Même lorsque les résultats sont nuancés pour tenir compte des effets de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, le niveau de stress psychologique et d'érosion du bien-être restait incontestablement supérieur au sein des camps que ce n'était le cas pour tout autre groupe défini par les conditions de résidence. Parmi les ménages vivant dans un camp, il n'existait pas de lien visible entre richesse/sécurité alimentaire et niveau de stress ou de bien-être. En revanche, parmi les autres groupes définis par leur lieu de résidence, la pauvreté et l'insécurité alimentaire étaient bien corrélées aux évaluations du stress et du bien-être.

Quarante-cinq pourcent des GTs féminins et 35% des GTs masculins indiquaient que les conditions de vie déplorables dans les camps contribuaient à causer une détérioration durable de la santé mentale des résidents. Ce résultat illustre que les mauvaises conditions de vie dans les camps sont susceptibles de constituer une crise qui ne dit pas son nom. Les effets du séisme sur la santé psychologique des haïtiens ne se limitent pas aux traumatismes dus au désastre lui-même – l'urgence psycho-sociale perdue, voire s'aggrave encore aujourd'hui, en particulier parmi les résidents des camps.



5ème Partie – Effets de l'aide humanitaire pour la résilience

Afin de mieux comprendre les effets de l'aide humanitaire sur la résilience des ménages et des communautés dans l'Haïti de l'après-séisme, notre équipe d'évaluation a analysé les flux de ressources mobilisés par l'aide humanitaire. Le présent chapitre étudie la quantité de ressources affectées à Haïti suite au séisme, la coordination et la mise en œuvre des projets, et la distribution des ressources parmi les destinataires.

Selon le Bureau de l'Envoyé Spécial des Nations-Unies pour Haïti (2011), le Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement National d'Haïti a suscité des promesses de dons à hauteur de 10,17 milliards de dollars visant à la reconstruction et au relèvement du pays sur dix ans. A ce stade, 2,38 milliards de fonds planifiés ont été mis à la disposition de partenaires, et 2,38 milliards de dollars ont été validés pour financer des projets de reconstruction et initiatives apparentées.

En outre, plus de 4,1 milliards de dollars ont été mis à disposition depuis 2010 par le secteur privés, le FLASH Appeal de 2010, et les appels CAP de 2012, en soutien à l'aide humanitaire d'urgence et aux efforts de reconstruction immédiats (UN OCHA FTS 2012).

A. Aperçu des mécanismes de coordination

Dans les heures qui suivirent le séisme, à la demande du gouvernement d'Haïti, la communauté internationale activa le système des Clusters de l'Inter Agency Standing Committee (IASC : Comité Permanent Inter-Agences). Le système des Clusters de l'IASC fut chargé de faciliter et de coordonner le financement de l'intervention humanitaire, ainsi que les initiatives engagées avec les ONGs nationales et internationales, la structure des Nations-Unies, le Gouvernement d'Haïti, et la communauté des donateurs. Les processus de financement dits appels FLASH et CAP ont permis au système des Clusters l'IASC d'épauler en priorité les efforts humanitaires et de reconstruction préalable immédiate. La structure des Clusters de l'IASC incluait les secteurs suivants : agriculture, CCCM, services de coordination et de soutien, reconstruction d'urgence, éducation, télécommunications de crise, aide alimentaire, santé, logistique, diététique, protection, abris et produits non-alimentaires, ainsi qu'eau et assainissement (WASH). Une catégorie distincte fut créée pour recevoir les fonds dont l'emploi n'avait pas été fixé, comme c'était le cas de moyens réunis par l'Emergency Response Fund (ERF : Fonds de Réponse en Situation d'Urgence). Chaque secteur développa ses propres standards, stratégies, projets et partenariats.

Sur la base de l'Evaluation des Besoins Après le Désastre produite en mars 2010, le Gouvernement d'Haïti en partenariat avec d'autres protagonistes développa le Plan d'Action pour le Relèvement et le Développement d'Haïti. Ce plan présentait les défis immédiats et durables relatifs à la reconstruction, le retour à la normale, et

les vulnérabilités sous-jacentes du pays. Le Plan d'Action améliorait la cohérence des stratégies, projets et programmes proposés par chacun des mécanismes de coordination, alors que ces derniers se préoccupaient de phases différentes des activités de réponse et de redressement en Haïti.

La CIRH du Gouvernement d'Haïti ainsi que le Fonds de Reconstruction d'Haïti (FRH) furent chargés d'épauler la planification stratégique, la coordination, et la mobilisation des ressources afin de financer les projets prioritaires de reconstruction et de retour à la normale.

Depuis 2011, ces institutions et mécanismes de coordination ont développé une synergie qui a permis d'assurer que les stratégies et programmes soient bénéfiques à la transition entre le secours immédiat et la reconstruction de long terme.

B. Overview of Funding Channels

Dans le cadre de la présente évaluation, notre équipe a eu recours aux données recueillies par le FTS de l'OCHA de l'ONU, afin de produire une analyse des financements humanitaires mis à disposition grâce aux processus d'Appels FLASH et CAP de l'ONU. Notre équipe a aussi exploité les rapports financiers du Bureau de l'Envoyé Spécial des Nations Unies, qui nous ont permis de suivre les dynamiques générales de financement depuis le séisme de 2010.

Selon le Service de Suivi des Flux Financiers de l'OCHA de l'ONU, la plus grande partie des financements requis et débloqué depuis 2010 relevait des activités conventionnelles de secours aux victimes et de protection dans les zones directement affectées. Le tableau 2 ci-dessous précise l'identité des clusters qui ont requis et reçu les financements les plus notables au travers des mécanismes FLASH et CAP de l'ONU. De plus, le tableau souligne qu'en 2010, les efforts se focalisaient largement sur Port-au-Prince et autres communautés directement affectées ; en 2011, on nota un élargissement progressif de la géographie couverte par les initiatives ; en 2012, les initiatives en revinrent à la planification humanitaire à Port-au-Prince et dans ses environs, tout en continuant à développer le niveau de préparation de l'ensemble du pays.

Plus précisément :

- In 2010, les cinq clusters dominants ont requis 69% et reçu 70% de l'ensemble des fonds mis à disposition grâce au FLASH de l'ONU pour 2010.
- En 2010, 97,7% du financement visaient des projets engagés dans les zones directement touchées, tandis qu'1,7% du financement soutenaient de projets logistiques ou d'aide humanitaire d'urgence de l'autre côté de la frontière en République Dominicaine.

Tableau 2

Années(s)	Clusters dominants selon le niveau de financement requis	Clusters dominants selon le niveau de financement reçu	Zones géographiques / Départements dominants
2010	Aide alimentaire, abris/produits non alimentaire, reconstruction immédiate, santé, WASH	Aide alimentaire, abris/produits non-alimentaires, santé, WASH, éducation	Dimension nationale, tous départements
2011	Santé, WASH, CCCM, aide alimentaire, abris/produits non-alimentaires	Santé, WASH, aide alimentaire, CCCM, abris/produits non-alimentaires	Ouest, dimension nationale, Artibonite, Sud-Est, reste du pays
2012	CCCM, WASH, santé, protection, aide alimentaire	Agriculture, CCCM, aide alimentaire	Dimension nationale, Ouest

Tableau 3

Années(s)	Cinq destinataires dominants au sein de l'ONU	Cinq destinataires dominants parmi les ONGs	Cinq sources de financement dominantes (y compris fonds inutilisés transmis à l'année suivante)
2010	PAM, UNICEF, OIM, OCHA, OMS	Save the Children, ACF, HFHI, Partners in Health, Plan	Secteur privé, E.-U., Canada, CE, Arabie Saoudite
2011	UNICEF, PAM, OIM, OMS, OCHA	ACF, Save the Children, MDM France, Samaritan's Purse, Solidarités	E.U., Canada, CE, Suède, secteur privé, fonds précédemment inutilisés
2012	FAO, IOM, PAM, OCHA <i>seulement quatre au moment de cette publication</i>	Aucun à ce jour	CE, secteur privé, fonds précédemment inutilisés <i>seulement trois au moment de cette publication</i>



- En 2011, les cinq clusters dominants ont requis 72% et reçu 73% de tous les financements mis à disposition grâce au FLASH de l'ONU pour 2011.

- En 2011, plus de 23,5 % des fonds soutenaient des initiatives à Port-au-Prince ; 68,3% visaient des projets engagés à l'échelle nationale (dont 53% concernaient la lutte contre le choléra) ; 3,1% étaient destinés à l'Artibonite (dont 50% pour lutter contre le choléra) ; et les 5,1% restant concernaient la lutte contre le choléra dans d'autres départements.

- En 2012, les cinq clusters dominants ont requis 73% et reçu 100% de l'ensemble du financement alloué grâce au FLASH de l'ONU pour 2012.

En juin 2011, le rapport du Bureau de l'Envoyé Spécial pour Haïti intitulé « L'aide a-t-elle changé ? » signalait que le gouvernement d'Haïti n'avait touché qu'1% de l'aide humanitaire allouée, et qu'aucune ONG haïtienne n'avait bénéficié d'un soutien direct de la part des mécanismes de financement humanitaire comme les Appels FLASH et CAP de l'ONU.

C. Aperçu des principaux destinataires du financement

Comme le tableau 3 l'illustre ci-dessous, les principaux destinataires du financement étaient les mêmes cinq agences de l'ONU, l'OIM, et les mêmes ONGs en 2010 et 2011 – mais pas en 2012.

- En 2011, les cinq principaux destinataires étaient des agences de l'ONU, l'OIM, et Action Contre la Faim (ACF) ; ils reçurent 68% des fonds de l'Appel CAP de l'ONU.

- Dans l'ensemble, les cinq agences de l'ONU dominantes et/ou l'OIM, et les cinq ONGs principales reçurent 92% de l'intégralité du financement mis à disposition par l'Appel FLASH de l'ONU pour 2010. Les cinq agences dominantes de l'ONU et/ou l'OIM ainsi que les cinq principaux destinataires parmi les ONGs reçurent 76% de l'ensemble du financement recueilli suite aux Appels CAP pour 2011.

- Dans l'ensemble, les cinq principaux contributeurs aux Appels FLASH de l'ONU pour 2010 et CAP pour 2011 ont fourni respectivement 67% et 73% du financement total.

- L'ensemble des ressources levées par les Appels FLASH et CAP de l'ONU a été directement mis à la disposition des intervenants internationaux.

A ce jour, les contributions reçues par le FRH s'élèvent à 343,2 millions de dollars. Sur cette somme, 64,7 millions de dollars ont été alloués au soutien budgétaire, et 275,8 millions à divers programmes de financement. Parmi ces derniers, 93% ont été alloués à la Banque Mondiale, la BID, et des agences de l'ONU.



5.1 Perceptions de l'aide humanitaire pour la résilience

Comme nous l'avons observé dans le chapitre précédent, les considérables ressources financières mises à disposition de projets d'aide humanitaire lors de l'année qui a suivi le séisme étaient sans commune mesure avec l'ensemble des financements de ce type alloués à Haïti avant cette date. Notre équipe d'analystes a souhaité clarifier si les Haïtiens eux-mêmes jugeaient que cette aide humanitaire avait efficacement répondu à leurs besoins et renforcé la résilience des modes de reconstruction du pays. Les données idoines ont été recueillies au moyen de notre enquête sur les ménages, notre consultation d'observateurs essentiels, et les discussions de nos groupes-témoins.

Tout d'abord, nous décrivons ici comment les Haïtiens ont perçu les effets de l'aide humanitaire durant les trois premiers mois qui suivirent le séisme. Nous résumons ensuite l'évaluation des personnes consultées quant aux éventuelles évolutions de la qualité de l'aide humanitaire ; enfin, nous signalons les priorités que les personnes consultées elles-mêmes souhaiteraient fixer pour guider la reconstruction du pays.

A. Initiatives des acteurs humanitaires suite au séisme : la perception des Haïtiens

Afin d'éclairer les rapports entre les Haïtiens et les intervenants humanitaires suite au séisme, notre équipe a demandé aux observateurs essentiels s'ils estimaient que les initiatives de différents professionnels de l'humanitaire durant les trois mois qui suivirent le séisme avaient été « bénéfiques », « moyennes », ou « insuffisantes » (outre l'option « ne se prononce pas / ne sait pas »). Aux yeux des observateurs essentiels, les acteurs humanitaires les plus notables incluaient les ONGs internationales, le gouvernement central d'Haïti, et les gouvernements locaux du pays.

Au plan national, les personnes consultées étaient les plus sévères à l'endroit des gouvernements locaux et du gouvernement central d'Haïti. 53% des observateurs jugeaient que les initiatives du gouvernement central avaient été « insuffisantes ». Ce chiffre était encore plus élevé parmi les résidents des camps : ici 72% des observateurs essentiels estimaient que l'action du gouvernement central avait été « insuffisante ». Les initiatives des gouvernements locaux étaient qualifiées d'« insuffisantes » par 40% des observateurs essentiels au plan national, et 60% de leurs homologues résidant dans les camps.

Parmi nos observateurs essentiels, les ONGs internationales et les gouvernements étrangers faisaient l'objet des meilleures évaluations au plan national : 40% des observateurs estimaient que l'action des premières avait été « bénéfique », et

33% affichant la même opinion à l'égard des seconds. Les résidents des camps saluaient plus fréquemment les ONGs internationales (48% de ces observateurs les jugeant « bénéfiques ») que ne le faisaient leurs homologues domiciliés hors des camps (35%) dans les zones directement affectées, voire hors de ces zones (40%). Les résidents des camps avaient une opinion plus souvent positive des gouvernements étrangers (44% d'entre eux décrivant leur action comme « bénéfique ») que les observateurs situés hors des camps (23%) dans les zones directement affectées, ou les résidents des zones relativement indemnes (34%).

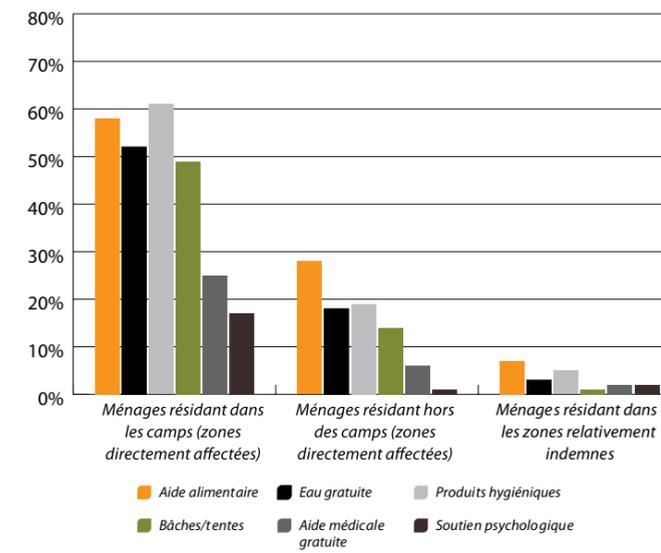
Certains intervenants humanitaires n'avaient qu'une visibilité médiocre parmi les observateurs essentiels (ce que signalent l'absence de réponse ou la réponse « ne sait pas » dans nos enquêtes) ; c'est le cas en particulier des ONGs locales, des comités et autres organisations locaux, de l'ONU, et des forces armées/MINUSTAH. 28% des observateurs essentiels que nous interrogeons sur ce point étaient incapables de porter un jugement sur les ONGs locales ; la même proportion ne se prononçait pas quant aux comités/organisations locaux, 24% n'étaient pas en mesure d'évaluer l'ONU, et 25% ne pouvaient évaluer les forces armées/MINUSTAH. La diversité de ces pourcentages s'explique potentiellement par la faiblesse de l'identité institutionnelle de ces intervenants, une présence restreinte sur le terrain, ou tout simplement une action limitée dans le pays.

Une analyse qualitative suggère que l'aide initiale a répondu aux défis du secours aux personnes : mais que les efforts ultérieurs n'ont pas été couronnés du même succès lorsqu'il s'est agi d'assurer la résilience de la reconstruction. Nos observateurs ont signalé que la nature de l'aide proposée et l'inégalité de sa distribution avaient notablement compromis l'efficacité de l'aide humanitaire. Nos groupes témoins ont indiqué que l'aide, bien qu'initialement bienvenue et appréciée, n'a finalement pas amélioré leur situation, faute d'avoir suffisamment tenu compte de leurs besoins à moyen et long termes. Ainsi, 13 de nos 40 groupes témoins (30% des GTs féminins et 35% des GTs masculins) ont appelé à des types d'interventions focalisées sur la réhabilitation de long terme, comme la soutenabilité de l'emploi. De plus, les participants des GTs résidant dans les camps estimaient généralement que la distribution de l'aide n'avait pas été équitable. Seuls trois de nos 40 GTs étaient d'un avis opposé. La majorité (22 sur 40 GTs) estimaient que l'aide humanitaire avait été distribuée de manière partielle et inégale : par exemple lorsque des comités de camps allouaient l'aide prioritairement aux familles et amis de leurs membres.

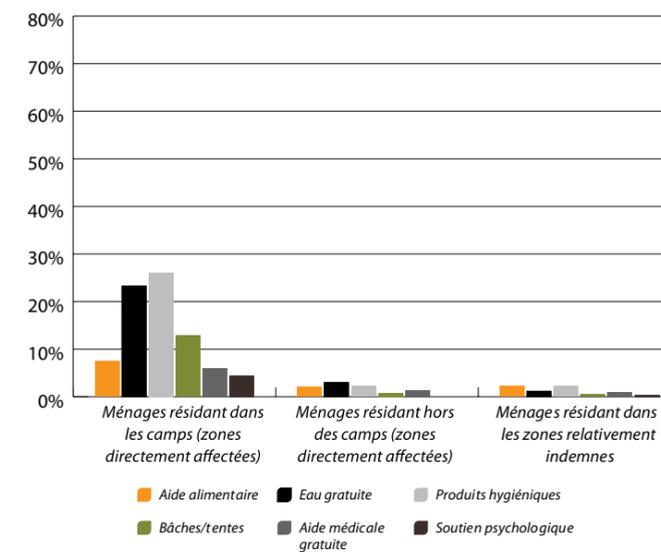


cf. graphique 16

Formes d'assistance reçues le plus fréquemment (parmi tous les ménages) au cours des trois mois immédiatement postérieurs au séisme



Formes d'assistance reçues le plus fréquemment (parmi tous les ménages) au cours du mois précédent l'enquête



Source des données : évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

B. Accessibilité de l'aide

Dans le cadre de notre enquête nationale auprès des ménages, notre équipe d'évaluation avait inclus une question concernant le type d'aide humanitaire que les ménages avaient reçu durant les trois mois qui avaient suivi le séisme, ainsi que le mois précédant le sondage.²⁵

Les indicateurs de l'accessibilité de l'aide incluaient les éléments suivants :

- Expérience personnelle des personnes interrogées concernant l'accessibilité de l'aide durant les trois mois qui avaient suivi le séisme
- Lieux où les ménages avaient reçu l'essentiel de leurs informations concernant l'aide humanitaire dans les trois mois suivant le séisme
- Expérience personnelle de l'accessibilité de l'aide au cours du mois précédant l'enquête
- Lieux où les ménages recevaient l'essentiel de leurs informations concernant l'aide humanitaire durant le mois précédant l'enquête

Dans les zones directement touchées, 61% des ménages indiquaient qu'ils avaient reçu une assistance durant les trois mois écoulés immédiatement suite au séisme (87% des ménages résidant dans les camps et 41% des ménages vivant hors des camps). Dans les zones relativement épargnées, 13% des ménages apportaient une réponse identique. Le schéma était comparable concernant l'évaluation des niveaux d'accès au cours du mois précédant l'enquête.

Selon nos sondages, les produits d'hygiène, l'aide alimentaire, les distributions d'eau gratuite, les bâches/tentes, les consultations de santé (y compris psychologiques) gratuites constituaient les formes d'assistance les plus souvent rencontrées durant les trois premiers mois après le séisme. Les personnes consultées ont rencontré moins fréquemment des formes d'aide pourtant plus utiles à l'émergence d'une résilience durable : par exemple distribution d'argent liquide ou nourriture en contrepartie d'un travail, alimentation scolaire, matériaux de construction, aide agricole et autres sources d'argent liquide. C'est ce qu'illustre le [graphique 16](#)

Bien que les personnes interrogées étaient moins nombreuses à avoir reçu une aide lors du mois précédant l'enquête, les types d'assistance humanitaire les plus fréquemment rencontrés restaient globalement identiques.



5.2 Impact de l'aide humanitaire sur les critères de résilience définis par la DRLA/UEH

Comme expliqué dans notre chapitre concernant les « structures de résilience », notre équipe d'analystes a construit une grille de lecture, illustrée ci-dessous, afin d'évaluer les liens entre déstabilisation, aide humanitaire et résilience. (c.f figure 4)

Afin d'analyser les effets de l'aide humanitaire sur la résilience finale, notre équipe a eu recours à une analyse en régression multiple qui tenait compte du type d'évaluation (score de propension).²⁶ Une fois nuancée selon le « ciblage » de l'aide humanitaire, l'analyse étudiait les effets de cette aide sur chacun des aspects de la résilience finale. Le niveau de ressource étant de loin le facteur qui permet de prédire avec le plus d'exactitude la plupart des autres critères de résilience, les variables concernant la richesse ont été incluses dans notre analyse régressive en tant que variable indépendantes. Les effets de l'aide humanitaire ont été mesurés à la fois en incluant et en excluant les variables de richesse.²⁷

A. Résultat principal : accessibilité de l'aide

Nous avons utilisé des analyses en régression pour identifier le modèle qui permette de prédire avec le plus d'exactitude si une personne avait bénéficié de l'aide humanitaire au cours du mois précédent l'enquête.²⁸ Ces analyses ont montré que l'aide humanitaire au cours de cette période s'était concentrée prioritairement sur les ménages les plus pauvres et ceux résidant dans les camps.

Nous avons par ailleurs élaboré un modèle supplémentaire afin de produire des « scores de propension ». Pour ce faire, nous avons eu recours au codage de la localisation des ménages (la localisation du groupe sélectionné pour le sondage auquel appartenait un ménage) ainsi que les informations démographiques relatives aux ménages.²⁹ Nous avons exclu les indicateurs du niveau de ressources afin de mieux mesurer l'impact de celui-ci sur la résilience finale dans le cadre de nos analyses ultérieures. Ce modèle a démontré qu'il avait une forte valeur prédictive.³⁰

Modèle des effets et des évolutions de la résilience

c.f. figure 4

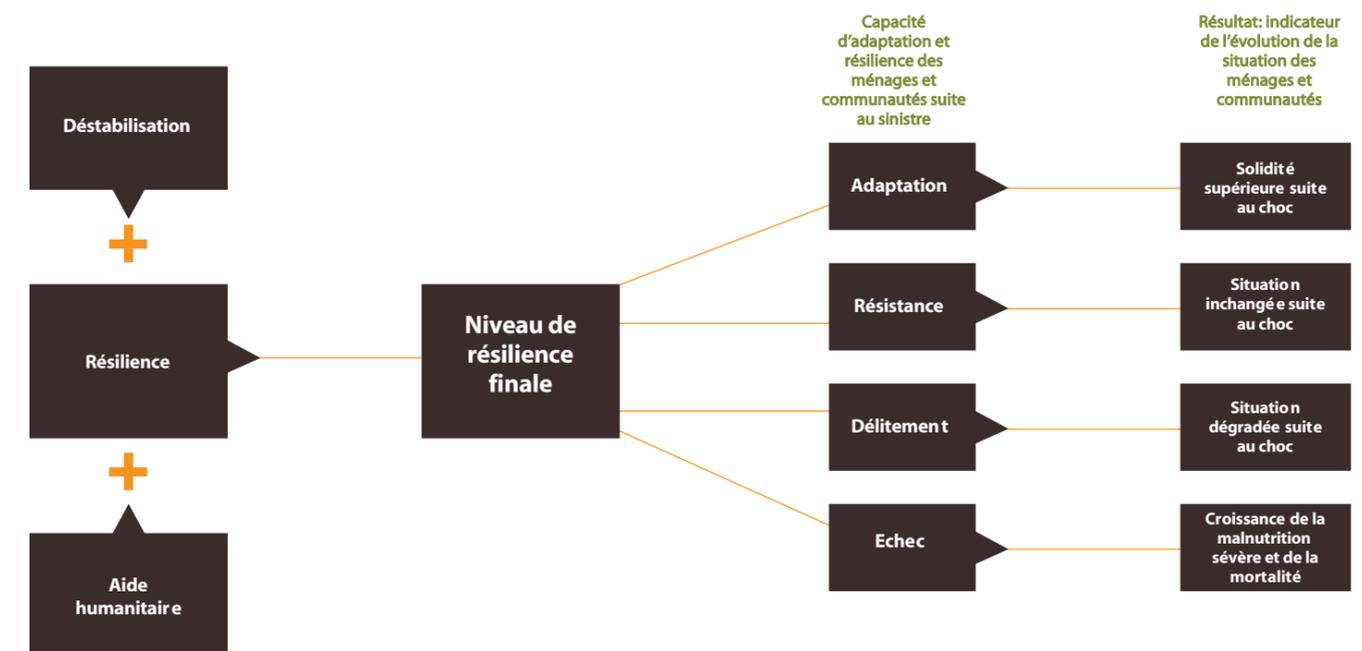


Tableau 4

Analyses en régression linéaire de la résilience finale								
Résultats pour la résilience	R squared ajusté (et sig. du modèle)	Parameter estimates- Beta and significance						
		Valeur aléatoire	Aucune aide au cours du mois précédent	Aucune aide au cours des trois mois consécutifs au séisme	Aucune aide au cours du mois précédent, mais aide reçue au cours des trois mois consécutifs au séisme	Indice du niveau de ressources	Dépenses totales par personne	Probabilité d'avoir reçu une aide
Score de consommation alimentaire	0.27	-29.466	-0.189	3.63	-1.973	4.897	11.845	2.69
Score du critère de richesse	0.048	0.415	-0.031	-0.156	0.266			- 0.574
Score du critère d'endettement/crédit	0.053	0.806	0.064	-0.059	0.199	0.207	-0.104	0.199
Score du critère du comportement face à la crise	0.093	-0.719	-0.09	0.438	-0.532	0.193	0.136	-0.573
Score du critère protection/sécurité	0.01	0.741	-0.25	0.273	-0.162	-0.053	-0.093	-0.548
Score du critère réseaux communautaires	0.024	0.458	-0.11	0.156	-0.308	0.057	-0.092	0.138
Index de Bien-Etre	0.066	27.736	-0.256	-4.98	3.73	-0.844	-0.513	0.298
GHQ-12 (stress psychologique)	0.109	23.13	-1.389	-4.6	3.696	-1.285	-0.823	1.01
Score du critère psycho-social	0.139	-1.75	0.184	0.974	-0.729	0.227	0.153	-0.75

p<0.001 p<0.05 p<0.05

B. Résultats principaux : Effets de l'aide humanitaire et du niveau de ressources sur la résilience finale

Nous avons évalué les effets du niveau de ressources et de l'accès à l'aide humanitaire sur la résilience finale en tenant compte de la probabilité qu'un ménage avait par ailleurs de recevoir une telle aide. Notre analyse reflétait les effets de l'accès à l'aide humanitaire durant les trois mois qui avaient immédiatement suivi le séisme. Il s'est révélé très rare qu'un ménage n'ait pas reçu d'aide durant ce trimestre consécutif au séisme, mais en ait bénéficié au cours du mois précédant l'enquête : de ce fait, nous n'avons pas inclus un tel cas de figure dans notre analyse.

Le tableau 4 ne révèle qu'un lien ténu entre le fait que les personnes consultées indiquent avoir reçu une aide humanitaire, et les diverses dimensions de résilience finale – à l'exception d'un lien relativement négatif pour ce qui est de la santé psychosociale.

On notera les résultats suivants concernant les divers critères de résilience :

Critère du niveau de ressources

Afin d'évaluer s'il existe un lien entre l'accès à l'aide humanitaire mentionné par les personnes interrogées et leur niveau de ressources, notre équipe a analysé simultanément le score composite de richesse, ainsi que le score de consommation alimentaire, étant donné que l'amélioration de celle-ci constitue souvent un objectif explicite de l'assistance humanitaire.

- Le score composite du niveau de ressources n'est pas lié à l'aide humanitaire ; cependant, le niveau de richesse était inversement proportionnel aux prédictions du modèle concernant la probabilité que le ménage en question ait reçu une aide : ce qui suggère que celle-ci avait été correctement distribuée (les ménages étaient d'autant moins susceptibles d'avoir reçu de l'aide que leurs moyens étaient plus élevés).
- La consommation alimentaire ne semble pas non plus associée à la question de l'aide humanitaire ; en revanche, elle était corrélée très positivement au niveau de ressources.

Critère de l'endettement et du crédit

- Le score concernant le critère de l'endettement et du crédit n'était pas particulièrement corrélé à l'aide humanitaire ; en revanche, il existait un lien entre ce score et le niveau de ressources (un ménage étant d'autant moins susceptible d'avoir recours à l'endettement/au crédit que son niveau de ressources était plus élevé).

Critère des comportements face à la crise

- Les comportements négatifs n'étaient pas corrélés avec l'aide humanitaire ; en revanche, ils étaient liés au niveau de ressources (de tels comportements étant moins fréquents parmi les ménages les plus riches).

Critère de la protection et de la sécurité

- L'aide humanitaire n'était pas corrélée avec ce critère, pas plus qu'il ne l'était avec le niveau de ressources.

Critère des réseaux communautaires

- Les réseaux communautaires n'étaient pas particulièrement associés à la question de l'aide humanitaire ou au niveau de ressources.

Critère psycho-social

Étant donné que la santé psycho-sociale constituait l'une des facteurs les plus notable dans la différenciation de la résilience finale parmi les groupes vulnérables en Haïti, notre analyse a pris en compte à la fois le score composite reflétant l'ensemble de la problématique psycho-sociale, ainsi que les deux scores particuliers sur le sujet.

- Le score composite avait une pertinence légèrement négative vis-à-vis de l'aide humanitaire : en d'autres termes, la santé psycho-sociale était quelque peu inférieure parmi ceux qui avaient bénéficié de cette aide, en comparaison de ceux dont ce n'était pas le cas ; en revanche, le niveau de ressources était corrélé positivement à la santé psycho-sociale. Cette conclusion concernait à la fois le score composite et les indices des composantes individuelles.
- Les ménages qui avaient régulièrement bénéficié d'une aide (à la fois durant les trois mois consécutifs au séisme et lors du mois précédant l'enquête) affichaient fréquemment une meilleure santé psycho-sociale que ceux qui n'avaient reçu d'aide qu'au cours du trimestre suivant le désastre.
- Cependant, les ménages qui n'avaient jamais eu accès à l'aide humanitaire affichaient les meilleurs résultats au plan psycho-social.

Ces conclusions ne sauraient surprendre, dans la mesure où une portion substantielle des moyens humanitaires fut consacrée aux besoins de survie immédiats ; tandis que des efforts notables, à un moindre degré, concernaient des champs d'action, comme l'éducation ou les infrastructures, qui visaient à accroître la résilience de long terme. Cependant, notre analyse suggère que les besoins correspondant à la reconstruction de court et moyen terme n'ont pas fait l'objet d'une attention suffisante de la part des professionnels de l'humanitaire : voire que leurs initiatives ont pu contribuer au stress psycho-social. Nos recherches qualitatives confirment cette interprétation. En effet, plus d'un tiers des discussions parmi nos groupes-témoins ont souligné le désarroi causé par l'état de dépendance à l'égard de l'aide humanitaire. Certains participants évoquaient même un sentiment de honte concernant leur manque d'autonomie.



Section 6 - Conclusions et Recommandations

L'horizon de l'aide humanitaire devrait aller au-delà des activités de secours immédiates pour inclure la résilience finale

L'aide humanitaire mise à disposition par les haïtiens et par la communauté internationale a certes répondu aux besoins immédiats des zones affectées – voire dans certains excédé ces besoins. Cependant, notre évaluation a révélé que cette assistance n'a pas contribué positivement aux sept critères de résilience que nous avons définis. Dans certains cas, ces initiatives ont même pu avoir des effets regrettables.

Les protagonistes réunis lors de nos tables-rondes, la société civile haïtienne, les experts universitaires et les ONGs ont souligné que les Haïtiens auraient dû être associés plus étroitement, et dès le départ : ce qui aurait permis d'assurer que les stratégies, les choix politiques, et la mise en œuvre des programmes visant à porter secours aux communautés affectées aient été plus judicieux au regard des besoins des victimes. Comme notre évaluation l'a souligné, les interventions humanitaires ont souvent érodé les capacités des Haïtiens et des organisations locales. Celles-ci, y compris parmi les plus importantes, ont été affaiblies à mesure que leurs employés étaient séduits par les conditions proposées par les intervenants extérieurs. Face à l'irruption d'ONGs internationales beaucoup plus vastes, les organisations locales n'étaient pas en mesure de faire entendre leur voix lorsqu'il s'agissait d'obtenir de l'aide ou de contribuer à la prise de décision. A partir d'aujourd'hui, la communauté internationale doit engager un véritable partenariat avec les protagonistes locaux pour mener à bien les phases de réhabilitation et de reconstruction. Il est impératif de s'assurer que ceux-ci pèsent davantage sur tous les aspects de la planification.

A l'avenir, il serait souhaitable que la planification de l'action humanitaire, dès le sinistre initial et jusqu'à l'achèvement de la reconstruction, soit basée sur des stratégies choisies par les Haïtiens, de sorte qu'elles reflètent une compréhension plus judicieuse des mécanismes de résilience et d'adaptation sur le terrain. Un tel changement dans l'approche de l'action humanitaire permettrait aux intervenants locaux de développer leur autonomie, loin de cultiver comme aujourd'hui un tenace statut de dépendance vis-à-vis de « l'assistance humanitaire habituelle ».

De fait, les Haïtiens consultés dans le cadre de la présente enquête (qu'il s'agisse de membres des gouvernements locaux, d'ONGs, ou de destinataires de l'aide) ont souligné l'importance de mettre en place des solutions durables. Les résidents des camps rappelaient fréquemment qu'ils souhaitaient les quitter, mais n'étaient pas en mesure de le faire. Au plan national, 63% des personnes interrogées proclamaient qu'à leurs yeux la priorité absolue pour la reconstruction d'Haïti résidait dans la création d'emplois durables. Nos groupes-témoins ont indiqué leur préférence pour des solutions qui permettent aux populations locales de se porter assistance elles-mêmes. Par exemple, l'aide à la création d'emplois permettrait aux Haïtiens (lesquels sont nécessairement entrepreneurs) de formuler des solutions adaptées à leurs circonstances : de ce fait, ce type d'initiatives renforcerait leur résilience à long terme, tout en contribuant à leur permettre de recouvrer leur dignité.

Les responsables haïtiens devraient continuer à analyser et optimiser les facteurs de résilience en développant des évaluations scientifiques de la résilience

Les critères définis et employés dans le cadre de la présente analyse pourraient susciter de futurs débats quant à la résilience, et permettre l'élaboration d'une stratégie d'évaluation continue de la reconstruction d'Haïti. Cependant, il est impératif de combler préalablement les lacunes de nos connaissances afin de mieux comprendre et quantifier comment les réseaux communautaires affectent la résilience, et le lien entre cette dimensions et les autres facteurs de résilience. Il faut également affiner les indicateurs scientifiques au niveau des communautés, et les rendre plus directement opératoires. Pour finir, il serait souhaitable qu'un nombre réduit d'indicateurs d'alerte, issus de la « structure de résilience » ici proposée, soient sélectionnés et continuellement évalués. Diverses institutions haïtiennes seraient en mesure de le faire, si elles pouvaient compter sur le soutien capacitaire d'intervenants internationaux.

Il est essentiel de développer les moyens d'évaluer scientifiquement les efforts de reconstruction. En particulier, il serait utile de disposer d'indicateurs précis qui permette le suivi des ressources humaines le long de la chaîne de distribution, et jusqu'aux destinataires parmi les organisations et victimes en Haïti. C'est la une condition essentielle pour permettre un usage plus judicieux des investissements publics et privés visant à la reconstruction. Il conviendrait de consacrer davantage de moyens au renforcement capacitaire des institutions publiques et privées d'Haïti à cet égard. En particulier, notre enquête a noté que des moyens insuffisants étaient mobilisés dans le but de jauger et d'analyser les flux de ressources ; de fait, la plupart des organisations privées semblent hésiter à épauler ce type d'initiative. Le manque de transparence concernant la distribution des ressources présente un obstacle majeur à toute tentative d'évaluer la valeur des projets. Si les institutions haïtiennes pouvaient acquérir la capacité d'évaluer ces flux en continu, les Haïtiens seraient mieux capables de suivre, voire de gérer les interventions internationales.

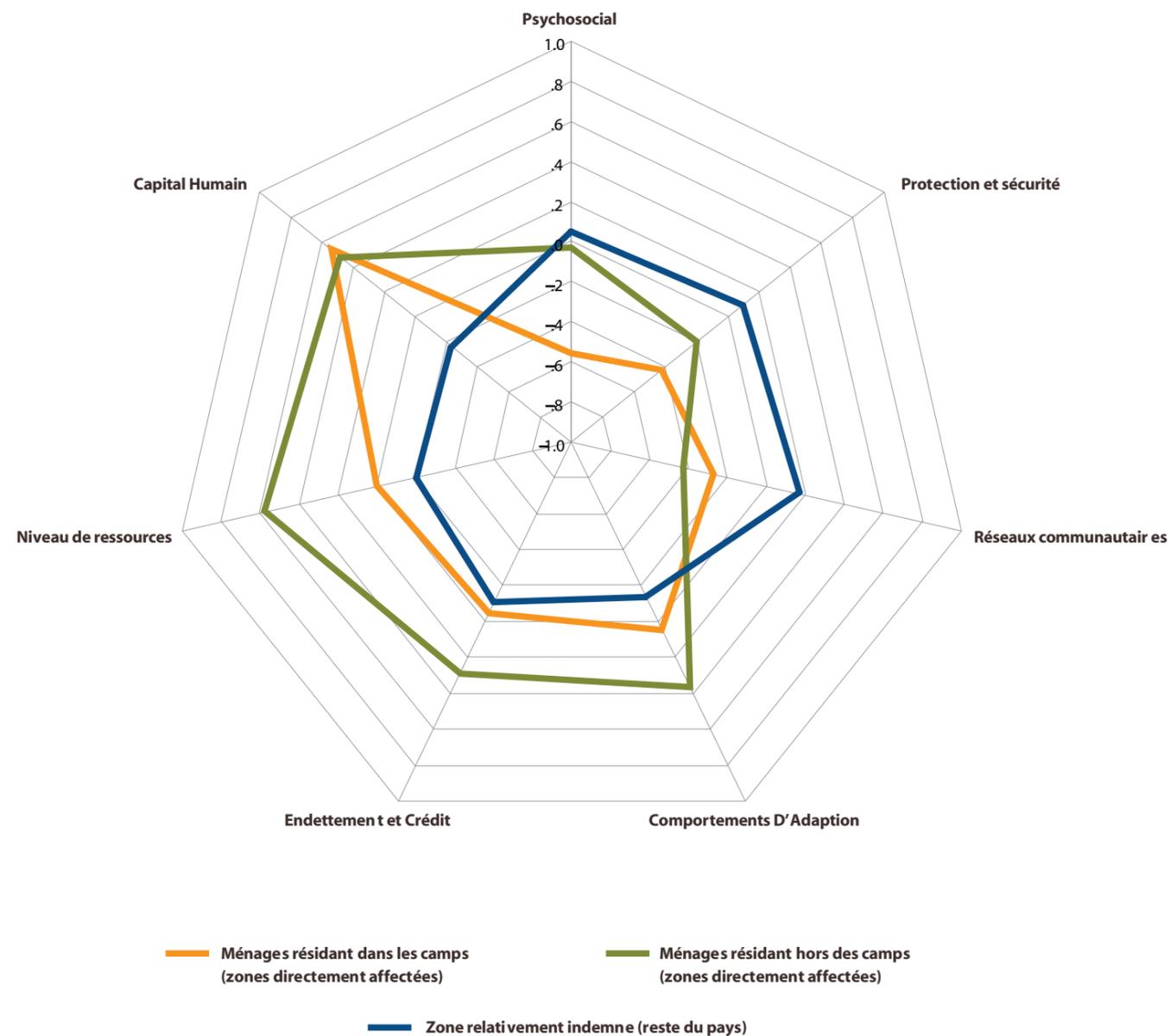
Les acteurs doivent reconnaître qu'il est impératif de produire et d'évaluer systématiquement des résultats pertinents pour la résilience

La présente étude souligne l'importance d'un suivi continu précoce des initiatives relatives à la résilience. Il s'agit de s'assurer que les interventions humanitaires remplissent deux objectifs : efficacement prévenir l'érosion du capital et l'augmentation de la vulnérabilité des populations ; et améliorer les capacités locales. Les mécanismes permettant le suivi de la résilience peuvent aisément se greffer sur les enquêtes de grande échelle qui sont fréquemment entreprises avant et après un sinistre : citons par exemple les Multi-Indicator Cluster Surveys (enquêtes à indicateurs multiples des groupes de coordination humanitaire), les méthodes proposées par la FAO/PAM (WFP) pour permettre l'évaluation de la sécurité alimentaire et d'autres vulnérabilités, ou encore les Enquêtes Démographiques et de Santé. Notre rapport note aussi l'importance de mesurer les évolutions au cours du temps, ce qui dans l'idéal doit passer par le suivi de petits groupes témoins de ménages ou de communautés au cours d'une période longue.

La résilience constitue l'interface critique entre le désastre et le développement. L'élaboration de mécanismes qui permettent de l'évaluer en continu permettrait d'assurer que les interventions humanitaires épaulent, plutôt qu'érodent, les capacités des familles et communautés locales. La présente étude, parmi quelques autres, a permis de mesurer et de souligner la perte de capital subie durant les phases de secours et de reconstruction d'urgence. Nos conclusions devraient prévenir tout sentiment triomphaliste au sein de la communauté humanitaire, en mettant en perspective les évaluations internes proposées jusqu'ici.

Graphique 17

Critères de résilience, résidents et non-résidents des camps, zones directement affectées et relativement indemnes



Source des données: évaluation des ménages, Tulane DRLA, UEH CNSA juin 2011

S'il veut renforcer efficacement la résilience de ses ménages et de ses communautés, le pays dans son ensemble doit rester mobilisé, et des investissements significatifs doivent être consacrés y compris hors des zones directement affectées

En Haïti, on entend souvent dire que le pays contient des « facteurs tenaces » de vulnérabilité – comme la malnutrition, l'insécurité alimentaire, ou encore la pauvreté. La remarque s'applique aussi bien aux menaces qui pèsent sur la résilience. Bien que l'essentiel des analyses proposées dans le présent rapport se soit penché sur l'identification et l'évaluation des effets du séisme sur les zones directement affectées, certaines de nos remarques consacrées au niveau national signalent que les zones relativement indemnes restent en moyenne plus vulnérables/moins résilientes que ne le sont les résidents des camps eux-mêmes dans les zones directement touchées. Il ne sera possible d'améliorer la résilience d'Haïti face aux risques et déstabilisations futurs que si l'on élargit le champ de vision au-delà des zones directement affectées. (cf. graphique 17)

Bien que les résidents des camps affichent une moindre résilience finale que les non-résidents dans les zones directement affectées, les profils de résilience de ces deux groupes étaient plus proches l'un de l'autre qu'ils ne s'apparentaient chacun au profil de résilience des ménages domiciliés dans les zones relativement indemnes. Ces derniers étaient en bien meilleure posture au regard des critères concernant le psycho-social, l'évaluation du degré de protection/sécurité, et l'évaluation des réseaux communautaires : mais ils affichaient en revanche des stratégies d'adaptation plus fréquemment négatives, des niveaux d'endettement supérieurs, ainsi que des ressources et un niveau de capital humain moindres que ne le faisaient les résidents des camps.

De ce fait, le renforcement de la résilience d'Haïti dans son ensemble ne peut passer que par l'accroissement des investissements non seulement dans les zones touchées par le séisme, mais aussi au sein des communautés rurales qui souffrent d'une pauvreté chronique et d'une vulnérabilité historiquement tenaces. Si l'on veut minimiser l'impact du séisme et prévenir l'émergence d'une nouvelle génération sujette à la pauvreté chronique, il est impératif que la croissance des niveaux de vie et des activités de développement économique soit traitée comme une priorité dans l'ensemble du pays. A chaque étape dans la mise en place et le développement de ces dynamiques de croissance, il faudra s'assurer que les protagonistes locaux aient voix au chapitre, afin que les choix politiques et les initiatives soient élaborés et mis en œuvre de façon judicieuse. Une telle approche inclusive, ainsi que des mécanismes adéquats permettant l'évaluation continue des initiatives, permettront un développement durable et stable en Haïti, et affermiront par conséquent la résilience du pays.

Pour conclure, l'aide humanitaire doit se fixer un horizon qui aille au-delà du secours et du soutien aux victimes, pour mieux prendre en compte les racines profondes de la vulnérabilité : qu'il s'agisse de la pauvreté chronique, des inégalités sociales et de la dégradation de l'environnement, etc. Si la communauté des professionnels de l'humanitaire souhaite véritablement renforcer la résilience d'Haïti comme d'autres communautés à travers le monde, il est impératif qu'elle cultive l'habitude d'analyser, d'évaluer, et si besoin, de modifier son mode opératoire, afin de proposer une aide qui soit simultanément pertinente pour les besoins immédiats et durables tels qu'ils émergent parmi les populations concernées, dans le cadre d'un scénario de crise spécifique.



Table de référence

¹ La description exhaustive des moyens utilisés et de nos méthodes de sondage, ainsi que la description des indicateurs et d'autres informations techniques peuvent être consultée à www.drlatlulane.org.

² Le Rapport officiel sur la Sécurité Alimentaire sera publié par la CNSA début 2012.

³ Nous avons retenu un seuil de 6/7 pour jauger le score du GHQ-12 (méthode binaire). Le score moyen a également été utilisé lorsqu'aucun seuil ne s'imposait (cf. références ci-dessus). Au niveau national, le score moyen était de 3,9, alors qu'il atteignait 5,9 parmi les résidents des camps. La moyenne dans les camps, en retenant un seuil de (5/6), indiquerait la présence de stress psychologique à hauteur de 46% parmi les résidents des camps, 30% parmi les non-résidents des camps dans les zones directement affectées, 27% dans les zones non directement affectées, et 29% dans l'ensemble du pays. La moyenne nationale, avec un seuil de (3/4), signifierait que le stress était notable parmi 68% des personnes vivant dans les camps, 49% des personnes résidant hors des camps dans les zones directement affectées, et 48% dans le reste du pays.

⁴ Nous avons retenu un seuil de 25/26 pour jauger le score des 8 questions (les résultats variant entre 8 et 40).

⁵ Afin de nous assurer que les résultats reflétaient correctement le bien-être général des individus consultés, nous avons testé l'indicateur en le comparant aux réponses obtenues à la simple question « Lorsque vous évaluez votre situation personnelle, à quel point pensez-vous être satisfait de votre vie de manière générale ? » Les résultats indiquent que notre rapport sous-estime probablement le pourcentage de la population adulte dont le bien-être est compromis : le chiffre exact, quoiqu'inconnu, est sans doute supérieur. Nous avons soumis le score produit par les 8 questions de l'Index de bien-être à une analyse dite "ROC", avec données non pondérées, en le jugeant à l'aune d'un indicateur 0/1 de la « satisfaction générale avec la vie quotidienne » (pas entièrement/pas du tout satisfait de l'existence en général = 1, neutre/plus ou moins/entièrement satisfait = 0). La surface sous la courbe était de 0,816. Si l'on retient un seuil de 25/26, la sensibilité était de 0,319, et 1 moins la spécificité revenait à 0,037. Ceci suggère que nous avions affaire à de nombreux « faux négatifs » à ce niveau de seuil, mais très peu de « faux positifs » : de sorte que le seuil produisait une sous-évaluation de la présence de troubles du bien-être.

⁶ t-test: Psychosocial (p<0.001), sécurité (p=0.005), comportements d'adaptation (p <0.001), endettement et crédits (p <0.001), niveau de ressources (p<0.001)

⁷ t-test: Réseaux communautaires (p = 0.007),

⁸ t-test: Capital humain (p=0.423)

⁹ Nous avons eu recours à une ACP afin de conjuguer les indicateurs (score de la consommation alimentaire, niveau des actifs, pourcentage des dépenses consacrées à l'alimentation, addition des dépenses totales par membres du ménage (estimées en gourdes), présence ou absence d'une épargne) ; la première composante a été retenue en guise de note composite du niveau de ressources. Cette première composante avait une valeur propre de 2,217, et expliquait 44,377% de la variance des données. Les valeurs propres des autres composantes étaient inférieures à 1.

¹⁰ Concernant le pourcentage de dépenses affectées à l'alimentation, nous n'avons pas noté de différence significative entre les résidents et non-résidents des camps dans les zones directement affectées.

¹¹ Nous avons soumis les indicateurs décrits ici à une ACP. La première composante avait une valeur propre de 2,41, et expliquait 48,2% de la variance; elle a été choisie comme note composite de la dette. Cependant, une seconde composante avait une valeur propre de 1,45, et expliquait 29% de la variance. Cette seconde composante constituait la source de la variation lorsque les ménages indiquaient avoir acheté à crédit des denrées alimentaires lors du dernier mois écoulé, des produits non-alimentaires au cours de l'année précédente, et une proportion supérieure de produits alimentaires lors de la semaine écoulée, sans pour autant qu'ils aient requis un emprunt ni accumulé de dettes au cours des douze mois précédents. Une rotation de l'ACP a souligné encore davantage cette dualité de composantes, la seconde expliquant l'essentiel de la variation dans l'encours de crédit et l'accumulation de dettes. Cependant, l'analyse sans rotation expliquait la majorité de la variation constatée pour tous les indicateurs par la première composante : de ce fait, celle-ci a été retenue en tant que note composite globale de l'endettement et du crédit.

¹² Notre équipe a tenu compte du facteur du niveau de ressources soit en utilisant l'index de richesse continu, soit les quintiles de l'index de richesse, afin de refléter le fait que le lien entre niveau de ressources et score d'endettement/crédit n'est pas nécessairement linéaire.

¹³ Une analyse en composantes principales a conjugué l'érosion du CSI (inversé), le nombre de stratégies d'adaptation suivies lors de l'année écoulée (selon un choix de 34 options codées), et le nombre de stratégies que le ménage envisage d'adopter à l'avenir au cas où sa situation s'aggrave (même choix de 34 options codées). La première composante, dont la valeur propre était de 1,664 et expliquait 55,46% de la variance des données, a été retenue pour fixer le score composite. Les valeurs propres des autres composantes étaient inférieures à 1.

¹⁴ Une analyse ACP a conjugué les trois indicateurs. La première composante avait une valeur propre de 1,219, et expliquait 40,6% de la variance des données. Les valeurs propres des autres composantes étaient inférieures à 1.

¹⁵ Pour chaque ménage, on calcule un ratio de dépendance en divisant le nombre de personnes dépendantes (c'est-à-dire âgées de moins de 18 ans ou de plus de 60 ans) par le nombre total de membres du ménage.

¹⁶ Notre équipe a analysé cette dimension en utilisant une régression linéaire multiple ; le score composite de capital humain constituait la variable dépendante. Les variables indépendantes incluaient les distinctions domicile urbain/rural, camp/hors-camp, et chef de famille féminine/masculine. La r2 ajustée pour notre modèle était (p<0,001). Selon un modèle séparant ainsi les ménages dont le chef est une femme ou un homme, le test-t partiel était statistiquement valide: (p<0,001).

¹⁷ Nous avons soumis ces trois indicateurs à une ACP. La première composante avait une valeur propre de 1,722, et expliquait 57,4% de la variance totale. Cependant, étant donné que tous les indicateurs utilisés étaient catégoriques, de nombreux ménages (62%) affichaient une même valeur pour la première composante, ce qui indique que ces ménages avaient proposé une réponse identique aux trois indicateurs en question.

¹⁸ Notre enquête a pris en compte les entités suivantes : associations/groupes religieux, syndicats, coopératives, mutuelles d'épargne, associations féminines, associations agricoles ou d'éleveurs, comités d'écoles, groupes de protection civile (DPC), comités des camps, autres groupes engagés dans l'action humanitaires, et « autres. ».

¹⁹ Afin de refléter les questions que soulève le paradigme théorique de l'impact positif des réseaux communautaires, nous avons mené une série d'analyses pour évaluer les effets de ces réseaux sur divers critères relatifs à la résilience, la sécurité alimentaire, et la santé psychologique – tout en notant les distorsions potentiellement causées par des facteurs géographiques. Les données indiquent que le score composite concernant les réseaux communautaires permettait positivement de prédire l'amélioration des modes de consommation alimentaire (score de consommation alimentaire), de la santé psychologique (GHQ-12), du bien-être (WBI), et du niveau d'actifs. Cette analyse suggère que le score composite relatif aux réseaux communautaires était par ailleurs une mesure valable de la résilience totale.

²⁰ Statistiquement valide, p<.0001

²¹ Bien que l'OIM ait conduit une évaluation des besoins psycho-sociaux immédiatement après le séisme en « discutant de la question avec les protagonistes des communautés », les moyens disponibles n'avaient pas permis d'élargir cette initiative pour mener une enquête exhaustive.

²² Le gouvernement haïtien et certaines ONGs locales contribuèrent certes à

la mise en œuvre des projets : mais ils ne furent pas en mesure de recevoir de financement direct.

²³ Environ un tiers des réponses aux questions psycho-sociales ont été fournies par des hommes; cependant, à peu près la moitié des ménages indiquaient que le chef de famille était de sexe masculin.

²⁴ Ce schéma est également visible dans le reste du pays : quatre-vingt-treize pourcent des personnes consultées dans les zones relativement épargnées indiquaient qu'elles étaient plus ou moins, voire entièrement satisfaites de ce point de vue.

²⁵ Les données recueillies auprès des ménages et des observateurs essentiels au sujet de l'accessibilité de l'aide ne permettent pas de mesurer précisément l'ampleur de la distribution de cette aide, puisqu'il ne s'agit que de témoignages volontaires.

²⁶ Nous avons eu recours à la méthode du score de propension afin d'éviter tout biais dans notre évaluation des effets de l'aide humanitaire. Conscients que le ciblage éventuel de l'aide humanitaire avait pu introduire des différences parmi les ménages, nous avons calculé la probabilité qu'un ménage ait reçu une aide humanitaire en considération de son lieu de résidence ou d'autres caractéristiques, puis nuancé nos résultats sur la base de ces probabilités.

²⁷ Les analyses proposées dans la présente section ont utilisé des données non pondérées relatives aux ménages vivant dans les zones directement touchées.

²⁸ Les variables indépendantes testées dans notre modèle de régression logistique incluaient : résidence en camps/hors des camps, urbains/ruraux, indice de richesse, compte-rendu des dépenses totales par personne, quintiles correspondant à l'indice de richesse, sexe du chef de famille, ratio de dépendance, statut de résidence (évacuation hors de la région d'origine), ménages accueillant des réfugiés, présence au sein du ménage d'un ou plusieurs adulte(s) (18 ans ou plus) incapable(s) de travailler.

²⁹ Ce modèle de régression logistique a utilisé les variables indépendantes qui suivent : sexe du chef de famille, ratio de dépendance, statut de résidence (évacuation hors de la région d'origine), ménages accueillant des réfugiés, présence au sein du ménage d'un ou plusieurs adulte(s) (18 ans ou plus) incapable(s) de travailler, codage du groupe de sondés.

³⁰ Ce modèle a produit un pseudo r2 de 0,602. Parmi les ménages qui avaient effectivement reçu une aide, les prédictions issues du modèle évaluaient la probabilité de cet état de fait à 0,602. Parmi les ménages qui n'en avaient pas reçu, ces prédictions indiquaient que la probabilité du contraire était de 0,122.

Bibliographie

- Adger, W. N. (2000). Social and ecological resilience: are they related? *Progress in Human Geography*, 24(3), 347-364.
- Agence d'Aide à la Coopération Technique Et au Développement (ACTED). (2011). Etude ACTED: Situation économique et endettement des ménages haïtiens -- Port-au-Prince et Léogane. Paris: ACTED.
- Alinovi, L., D'Errico, M., Mane, E., & Romano, D. (2010). *Livelihoods strategies and household resilience to food insecurity: an empirical analysis to Kenya*. San Domenico di Fiesole, Italy: European Report on Development, European University Institute.
- Alinovi, L., Mane, E., & Romano, D. (2009). *Measuring household resilience to food insecurity: applications to Palestinian households*. Rome: FAO Agricultural Development Economics Division.
- Borden, K. A., Schmidlein, M. C., Emrich, C. T., Piegorsch, W. W., & Cutter, S. L. (2007). Vulnerability of US cities to environmental hazards. *Journal of Homeland Security and Emergency Management*, 4(2), 1-21.
- Chang, S. E. (2009). Infrastructure resilience to disasters. *The Bridge*, 39(4), 36-41.
- Cutter, S. L. (2003). The science of vulnerability and the vulnerability of science. *Annals of the Association of American Geographers*, 93(1), 1-12.
- Cutter, S. L., Burton, C. G., & Emrich, C. T. (2010). Disaster resilience indicators for benchmarking baseline conditions. *Journal of Homeland Security and Emergency Management*, 7(1), 1-11.
- Everly, G. S., Strouse, D. A., & Everly, G. S. III. (2010). *The secrets of resilient leadership: when failure is not an option*. New York: DiaMedica Publishing.
- Forgette, R., & Van Boening, M. (2009). *Measuring and modeling community resilience: SERP and DyME*. Manuscript submitted for publication.
- Goldberg, D.P et al. (1998). *Why GHQ threshold varies from one place to another*. Psychological Medicine.
- Goldberg, D.P. et al (1998) *The validity of two versions of the GHQ in the WHO study of mental illness in general health care*. Psychological Medicine, 1997
- Holling, C. S. (1973). Resilience and stability of ecological systems. *Annual Review of Ecology and Systematics*, 4, 1-23.
- Kaly, U., Pratt, C., Mitchell, J., & Howorth, R. (2003). *The demonstration environmental vulnerability index (EVI)*. Suva, Fiji: South Pacific Applied Geoscience Commission (SOPAC).
- Moser, S. C. (2008). *Resilience in the face of global environmental change* (CARRI Research Report No. 2). Retrieved from Community & Regional Resilience Initiative website: http://www.resilientus.org/library/Final_Moser_11-11-08_1234883263.pdf
- Paton, D. (2006). *Measuring and monitoring resilience in Auckland*. GNS Science Report 2007/18. Tasmania, Australia: University of Tasmania.
- Schinina, G., Hosn, M. A., Ataya, A., Dieuveut, K., & Salem, M. A. (2010). Psychosocial response to the Haiti earthquake: the experiences of International Organization for Migration. *Intervention*, 8(2), 158-164.
- Somers, S. (2009). Measuring resilience potential: an adaptive strategy for organizational planning. *Journal of Contingencies and Crisis Management*, 17(1), 12-23.
- Tusaie, K., & Dyer, J. (2004). Resilience: a historical review of the construct. *Holistic Nursing Practice*, 18, 3-8.
- Werner, E. E., & Smith, R. S. (1982). *Vulnerable but invincible: A longitudinal study of resilient children and youth*. New York: McGraw Hill.
- World Bank. (2009). *GFDRR partnership strategy 2009-2012: Reducing disaster risks for sustainable Development*. Retrieved from HYPERLINK "http://gfdrr.org/docs/GFDRR_Partnership_Strategy_2009-2012.pdf" http://gfdrr.org/docs/GFDRR_Partnership_Strategy_2009-2012.pdf



International Medical Corps provided the photo

Disaster Resilience Leadership Academy

Tulane University

200 Broadway Suite 203

New Orleans, LA 70118

www.drlatulane.org